**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES,
DE LA FAUNE ET DES PARCS**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

3^e GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE LA FAUNE ET DES PARCS
QUESTIONS PARTICULIÈRES - 3^e GROUPE D'OPPOSITION

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-1	Inspections	Le nombre de postes d'inspecteurs en environnement dans le ministère le 31 mars 2023, de même que pour les dix années précédentes. Fournir également les données en ETC.
QP3-2	Inspections	Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère, le 31 mars 2023, de même que pour les dix années précédentes. Fournir également les données en ETC.
QP3-3	Inspections	Pour les 5 dernières années, le nombre d'étudiants embauchés pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.
QP3-4	Inspections	Le nombre d'interventions effectuées en 2022-2023 par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCEB.
QP3-5	Inspections	Nombre d'inspections effectuées en 2022-2023 par des inspecteurs en environnement à la suite d'une intervention d'un étudiant. Ventilier par activité ou programme de contrôle.
QP3-6	Inspections	Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2022-2023, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.
QP3-7	Inspections	La programmation annuelle 2022-2023 pour l'inspection en environnement, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.
QP3-8	Inspections	Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basés sur le risque en 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.
QP3-9	Inspections	Pour 2022-2023, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction : a. Nombre d'inspections effectuées; b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec; c. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé); d. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé); e. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé); f. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé); g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée; h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé); i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé); j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé); k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé); l. Total des amendes imposées par la Cour.
QP3-10	SAP	Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> en 2022-2023. Préciser aussi la personne physique ou morale visée : <u>Ordonnances</u> a. Article 114 b. Article 115.2 c. Article 115.3 <u>Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations</u> d. Article 115,5 e. Article 115.7 f. Article 115.10
QP3-11	SAP	Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> en 2022-2023. Ventilier selon le règlement.
QP3-12	Budget	Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2022-2023.
QP3-13	Comités	Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2022-2023. Indiquer, pour chacun : a. le(s) mandat(s); b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires); c. les rencontres tenues en 2022-2023; d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2022-2022; e. les rencontres prévues en 2023-2024 avec l'objet et l'échéancier.
QP3-14	Autochtones	Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2022-2023. Ventilier par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents; g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2023-2024.
QP3-15	Subventions	Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le ministère en 2022-2023, dont : a. Assainissement de l'air; b. Programme ClimatSol; c. Programme Roulez vert; d. Programme Chauffez vert; e. Programme de réhabilitation des terrains contaminés; f. Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent; g. Soutien aux conseils régionaux en environnement; h. Soutien aux organismes de bassin versant; i. Autres crédits de transfert (ventiler par organisme bénéficiaire).

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-16	Subventions	Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'Électrification et de changements climatiques. Ventiler par secteur (changements climatiques, eau, matières résiduelles, autorisations environnementales, divers), par programme et par organisme ou municipalité bénéficiaire.
QP3-17	Contrat	Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2022-2023 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser : a. La date de conclusion du contrat; b. La date de fin du contrat; c. La description du contrat; d. Le nom du contractant; e. Le montant du contrat initial; f. Tout montant additionnel versé; g. La date de versement du montant additionnel.
QP3-18	Eau	Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2022-2023 aux efforts visant à protéger la ressource eau.
QP3-19	Eau	Ventilation des sommes allouées en 2022-2023 par le ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.
QP3-20	Eau	Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau depuis 2017. Ventiler par code SCIAN et indiquer : a. la description du code SCIAN; b. le volume en m ³ prélevé; c. le taux de redevance; d. le montant perçu par code SCIAN; e. le montant total perçu.
QP3-21	Matières résiduelles	État de situation au 31 mars 2023 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.
QP3-22	Inondations	Fournir la liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2023, dans le but d'en intégrer les obligations au Schéma d'aménagement, au Plan d'urbanisme et aux règlements municipaux.
QP3-23	Inondations	Ventilation des ressources financières et techniques accordées en 2022-2023 à la mise à jour de la cartographie de l'ensemble des zones à risque d'inondations au Québec.
QP3-24	Inondations	Indiquer les moyens mis en avant pour assurer la prise en compte des effets anticipés des changements climatiques sur la détermination des zones à risque.
QP3-25	Inondations	Fournir l'état du réseau des stations hydrométriques du MELCC.
QP3-26	Inondations	Indiquer les moyens mis en avant pour assurer une gestion durable des eaux pluviales.
QP3-27	Inondations	Indiquer si des documents ont été préparés par le MELCC pour proposer une refonte du régime fiscal municipal en vue d'inciter les municipalités à mettre en place des initiatives écoresponsables qui restreignent le développement dans des zones vulnérables.
QP3-28	Autorisations environnementales	Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MELCC en 2022-2023 afin de permettre la construction en zone inondable.
QP3-29	Inondations	Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la bande riveraine de 3 mètres en rive.
QP3-30	Inondations	Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la «zone 0-2 ans» pour la culture avec travail du sol.
QP3-31	Eau	État de situation au 31 mars 2023 sur la mise en place du Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau. Indiquer : a. le calendrier révisé des étapes de mise en place; b. les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement; c. les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2022-2023; d. la liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.
QP3-32	Eau	Ventilation des sommes octroyées en 2022-2023 par le plan d'action du ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES. Fournir le nom des projets et des partenaires associés.
QP3-33	Eau	État de situation au 31 mars 2023 du suivi de l'engagement de mettre en oeuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL). Fournir un état d'avancement de la mise en place des tables de concertation régionales (TCR) en 2022-2023.
QP3-34	Eau	État de situation au 31 mars 2023, incluant les sommes injectées en 2022-2023, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2023-2024.
QP3-35	Eau	Ventiler les sommes dépensées depuis l'adoption de la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable, et ce, par type de priorités mentionnées dans le budget : a. réalisation d'analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable par les municipalités (indiquer le nombre de municipalités ayant reçu du financement en ce sens); b. compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP); c. mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable.
QP3-36	Eau	Ventiler par année, de 2022-2023 à 2024-2025, le nombre estimé de municipalités concernées par la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
QP3-37	Eau	Fournir les critères que devront remplir les municipalités pour pouvoir bénéficier de la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
QP3-38	Eau	Ventiler par année, de 2022-2023 à 2024-2025, le nombre estimé d'agriculteurs concernés par la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.
QP3-39	Eau	Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées à la formation depuis l'adoption du RPEP. Ventiler par année.
QP3-40	Eau	Indiquer le nombre de municipalités concernées par la transmission d'analyses de vulnérabilité d'ici avril 2023. Indiquer le nombre de municipalités ayant complété le processus au 31 mars 2023.
QP3-41	Eau	Indiquer le budget réservé en 2022-2023 à la concertation des acteurs de l'eau et à la mise en oeuvre des actions au niveau des municipalités et des MRC pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.
QP3-42	Eau	État d'avancement des actions menées par le MELCC au sein de la Stratégie québécoise sur l'eau potable du MAMH au 31 mars 2023. Sommes engagées en 2022-2023.
QP3-43	Eaux usées	Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2022-2023, étaient en non-conformité avec l'obligation d'installation d'enregistreurs de débordement inscrite au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 9).
QP3-44	Eaux usées	Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2022-2023, étaient en non-conformité avec l'obligation de transmission d'un rapport annuel dans les délais prescrits par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 13).
QP3-45	Eaux usées	Fournir la liste des attestations d'assainissement municipales délivrées en 2022-2023 en application du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.
QP3-46	Inspections	Préciser, pour 2022-2023, le nombre d'inspections réalisées annuellement par le CCEQ des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, en précisant le nombre de vérifications des avis de déversement et le nombre d'inspections effectuées à la suite de plaintes.

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-47	Eaux usées	Fournir le plus récent bilan du nombre de débordements d'eaux usées répertoriés pour chaque ouvrage d'assainissement des eaux usées.
QP3-48	Eaux usées	Fournir la liste des avis de non-conformité et des avis de réclamation d'une sanction administrative pécuniaire pour un ouvrage d'assainissement des eaux usées, en 2022-2023. Préciser : a. l'exploitant d'ouvrage municipal visé; b. le type de document; c. l'objet du document; d. la référence légale; e. le montant de la sanction administrative pécuniaire; f. le libellé; g. le montant de la sanction pénale, le cas échéant.
QP3-49	Eaux usées	Fournir la liste des stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon : a. les stations d'épuration à risque élevé; b. les stations d'épuration à risque moyen; c. les stations d'épuration à risque faible; Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.
QP3-50	Eaux usées	Fournir la liste des réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et de stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.
QP3-51	Eaux usées	Fournir les obligations financières additionnelles générées par l'application du ROMAEU et la mise en oeuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d'assainissement au cours de l'année 2022-2023, ainsi que pour les 10, 20 et 30 prochaines années. Ventiler par : a. coût de mise aux normes des rejets; b. coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.
QP3-52	Eaux usées	Indiquer si le Système sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est accessible à d'autres entités que les exploitants municipaux. Si oui, indiquer quels organismes y ont accès.
QP3-53	Barrages	Fournir le nombre d'ordonnances émises par le ministère en 2022-2023 pour s'assurer du recouvrement des montants auprès des propriétaires de barrages, ainsi que les montants récoltés.
QP3-54	Barrages	Indiquer si le ministère a entrepris des consultations pour régler les problématiques d'application de la <i>Loi sur la sécurité des barrages</i> et de son règlement. Fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.
QP3-55	Barrages	Indiquer si le ministère a préparé un tableau de bord contenant, notamment, des indicateurs sur le taux de respect des échéances relatives au dépôt des documents d'évaluation de la sécurité, le taux de respect par le ministère du délai de l'analyse de ces documents et le taux de respect des engagements associés aux travaux correctifs et au calendrier de mise en oeuvre. Indiquer si ces renseignements requis ont été intégrés au rapport annuel de gestion.
QP3-56	Barrages	Identifier les critères permettant de déterminer si un barrage est essentiel ou non à la mission de l'État. Indiquer si des consultations ont été tenues pour proposer au gouvernement le partage des responsabilités approprié. Si oui, fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.
QP3-57	Barrages	Indiquer si le ministère a identifié quelles modifications législatives et réglementaires pourraient être apportées afin de permettre de tarifier les bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.
QP3-58	Barrages	Indiquer quelles démarches ont été entreprises en 2022-2023 pour déposer un projet de politique de tarification des services rendus aux bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.
QP3-59	Barrages	Indiquer le nombre minimal d'activités de surveillance des barrages publics prévues au règlement.
QP3-60	Barrages	Indiquer si le programme de sécurité des barrages publics a été réintroduit. Fournir la ventilation des inspections par barrage.
QP3-61	Barrages	Indiquer si un programme d'entretien préventif des barrages publics a été élaboré et le nombre d'ETC ayant été requis pour mener les travaux en 2022-2023. Fournir l'état du déficit d'entretien inventorié par barrage.
QP3-62	Barrages	Fournir le taux de réalisation des travaux majeurs requis par barrage public au 31 mars 2023, notamment quant aux 51 barrages gérés par le ministère.
QP3-63	Barrages	Indiquer quelle solution est appliquée par le ministère concernant son double rôle (d'une part, agir comme exploitant de barrages publics et, d'autre part, comme responsable de l'application de la <i>Loi sur la sécurité des barrages</i> auprès de tous les propriétaires de barrages).
QP3-64	Eau	État de situation au 31 mars 2023 de la mise en oeuvre du <i>Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels</i> .
QP3-65	Autorisations environnementales	Indiquer quels moyens ont été mis en avant par le ministère pour permettre une meilleure prise en compte des effets cumulatifs des activités dans le secteur industriel et de la capacité de support du milieu récepteur.
QP3-66	Autorisations environnementales	Indiquer si le ministère exige une évaluation des effets cumulatifs des pressions sur l'environnement lors de la délivrance ou du renouvellement d'une autorisation.
QP3-67	Autorisations environnementales	Indiquer quels mécanismes ont été mis en place afin de rendre disponible plus facilement et plus rapidement l'information nécessaire aux citoyens afin qu'ils puissent évaluer les risques environnementaux dans le secteur industriel auxquels ils sont exposés.
QP3-68	Inspections	Indiquer si les renseignements suivants sont accessibles au public : a. La quantité ou la concentration des contaminants émis, dégagés ou rejetés dans l'environnement par une entreprise détectant un CA; b. Les résultats des inspections effectuées par les représentants du MELCC; c. Les cas de non-conformité actuels et ceux qui perdurent.
QP3-69	Projet particulier	Fournir toute étude, note, ainsi que tout document ou mémo à propos des impacts environnementaux du projet GNL/Gazoduc (incluant les impacts sur les milieux naturels, les GES émis, etc.).
QP3-70	Projet particulier	Fournir toute étude, note, ainsi que tout document ou mémo à propos des impacts environnementaux du projet de tunnel entre Québec et Lévis, aussi appelé le "3e lien" (incluant les impacts sur les milieux naturels, les GES émis, etc.).
QP3-71	Pesticides	État de situation au 31 mars 2023, incluant les sommes injectées en 2022-2023, du suivi de l'engagement de réduire la pression sur l'environnement issue de l'usage des pesticides. Indiquer : a. l'échéancier d'adoption d'une nouvelle loi sur les pesticides; b. l'échéancier d'incitatifs économiques (ex. redevances, permis et compensations) dans le but de réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque et ainsi, de favoriser l'utilisation de ceux les moins à risque.
QP3-72	Pesticides	Indiquer le nombre de consultations s'étant tenues sur le site Web du ministère afin de sensibiliser les intervenants du milieu agricole et les citoyens à l'utilisation rationnelle et sécuritaire des pesticides les plus à risque.
QP3-73	Pesticides	Indiquer les résultats de l'évaluation annuelle de l'effet des mesures mises en place pour réduire la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques.
QP3-74	Pesticides	Indiquer si un document identifiant d'éventuels incitatifs économiques pour encourager l'adoption de meilleures pratiques, l'utilisation de solutions de rechange aux pesticides, le recours aux biopesticides et le développement des connaissances a été produit par le ministère.
QP3-75	Inspections	Indiquer le nombre d'inspections en 2022-2023 visant l'utilisation des pesticides en milieu agricole dans les programmes de contrôle.
QP3-76	Pesticides	Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées en 2022-2023 par le ministère au « Programme de suivi de la qualité de l'eau de surface et de l'eau souterraine dans les zones des principales cultures agricoles utilisatrices de pesticides ».
QP3-77	Pesticides	Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2022-2023 et celles qui le seront pour 2023-2024 pour vérifier la présence de pesticides. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-78	Pesticides	Détailler le financement annoncé pour l'agriculture durable (125 M\$ sur 5 ans): a. Ventiler les dépenses en fonction des 32 recommandations du gouvernement, rendues publiques à la suite de la commission parlementaire sur l'impact des pesticides sur la santé; b. Ventiler par mesure et par programme financés avec ces montants.
QP3-79	Pesticides	Bilan des réalisations du ministère pour mettre en oeuvre la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021. Préciser les actions mises en oeuvre de 2011-2012 à 2022-2023, ainsi que les démarches prévues en 2023-2024, pour : a. l'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides); b. l'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux); c. l'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action; d. l'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action; e. l'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis de cultures); f. l'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis de cultures); g. l'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information) .
QP3-80		Montants octroyés à la préparation de la nouvelle Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture, incluant la production de documents, d'actions et d'outils promotionnels, ainsi que le développement du site WEB.
QP3-81	Phosphore	Indiquer l'état de situation concernant le bilan de phosphore des exploitations agricoles. Indiquer : a. le pourcentage des exploitations agricoles soumises à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore annuel, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture; b. le pourcentage des exploitations agricoles dont le bilan de phosphore annuel ne respecte pas l'équilibre durant toute la durée de la campagne annuelle de culture, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture; c. le pourcentage des exploitations agricoles ayant effectué les correctifs nécessaires, l'année suivant l'envoi des lettres « États de situation ».
QP3-82	Phosphore	Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2022-2023 et celles qui le seront en 2023-2024 pour vérifier la présence de phosphore. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.
QP3-83	Phosphore	Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le ministère en 2022-2023 pour corriger les dépassements du critère de concentration de phosphore pour la prévention de l'eutrophisation.
QP3-84	Aires protégées	Montants alloués en 2022-2023 pour répondre aux objectifs de création d'aires protégées pour 2030.
QP3-85	Aires protégées	Budget prévu à la phase 2 de l'étude pour la désignation de l'aire marine protégée aux Iles-de-la-Madeleine.
QP3-86	Aires protégées	Fournir la liste des aires protégées terrestres qui ont été désignées en 2020 pour atteindre la cible de 17%.
QP3-87	Aires protégées	Fournir la liste des aires protégées marines qui ont été désignées en 2020 pour atteindre la cible de 10%.
QP3-88	Aires protégées	Fournir la liste des aires protégées terrestres qui ont été désignées en 2022-2023.
QP3-89	Aires protégées	Fournir la liste des aires protégées marines qui ont été désignées en 2022-2023.
QP3-90	Aires protégées	Fournir la liste des 83 projets d'aires protégées qui n'ont pas été retenus pour l'atteinte des objectifs de 2020 (17% d'aires protégées terrestres et 10% d'aires protégées marines)
QP3-91	Biodiversité	Indiquer quelles sommes ont été allouées depuis 5 ans et prévues en 2022-2023 pour répondre aux préoccupations du Commissaire au développement durable qui jugeait insatisfaisants les efforts gouvernementaux en matière d'adoption des Orientations en matière de diversité biologique.
QP3-92	Espèces menacées	Indiquer quels montants sont alloués en 2022-2023 pour : a. la mise en oeuvre des plans de rétablissement des espèces menacées ou vulnérables; b. les rencontres et le travail des équipes de rétablissement existantes.
QP3-93	Milieu humide hydrique	Mesures prises par le ministère en 2022-2023 pour tenir compte des milieux humides et hydriques lors des différentes étapes de planification du développement et de l'aménagement du territoire dans le but d'assurer leur conservation et leur gestion durable.
QP3-94	Milieu humide hydrique	État de situation au 31 mars 2023, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies, et ce, depuis 2006. Indiquer : a. la région administrative; b. l'objet du document délivré; c. le nom du demandeur; d. la date de réception; e. la date de délivrance; f. le numéro du document; g. la perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha); h. la description de la mesure de compensation; i. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques <u>sur le site même</u> (en ha); j. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques <u>sur un site adjacent</u> (en ha); k. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques ailleurs (en ha).
QP3-95	Milieu humide hydrique	État de situation, au 31 mars 2023, sur le suivi des dossiers du ministère pour déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers.
QP3-96	Lac St-Pierre	Fournir une ventilation des sommes engagées en 2022-2023 pour la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre.
QP3-97	EAU	Fournir la ventilation des sommes engagées en 2022-2023 pour l'amélioration de la protection des sources d'eau potable. Prévisions pour 2023-2024
QP3-98	Biodiversité	État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en oeuvre des orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB), notamment: a. l'élaboration d'outils économiques favorables au maintien de la diversité biologique; b. la protection des espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats; c. la prise en compte de la diversité biologique par les entreprises; d. la protection des écosystèmes afin de maintenir la production des services écologiques essentiels; e. la restauration et l'aménagement des écosystèmes pour optimiser les services écologiques rendus; f. l'acquisition de connaissances pour soutenir une prise de décision éclairée; g. la sensibilisation, l'information et l'éducation relatives à l'importance de conserver la diversité biologique et à la valeur des services écologiques.
QP3-99	Biodiversité	État de situation, au 31 mars 2023, sur les travaux du comité directeur interministériel sur la diversité biologique mandaté pour produire un portrait des actions en cours au regard des objectifs d'Aichi, ainsi sur les travaux des autres comités en soutien aux OGDB. Fournir les résultats obtenus par les réunions des différents comités.
QP3-100	Aires protégées	Ventilation de toutes les aires protégées créées pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique : a. nom de l'aire protégée créée en 2022-2023; b. désignation; c. superficie ajoutée en km ² ; d. superficie en pourcentage du territoire.

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-101	Aires protégées	Ventilation de toutes les aires protégées en cours de désignation pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique : a. nom de l'aire protégée en cours d'élaboration en 2022-2023; b. désignation; c. superficie envisagée en km ² ; d. superficie envisagée en pourcentage du territoire; e. état d'avancement; f. date de la prochaine étape; g. description de la prochaine étape.
QP3-102	Aires protégées	État d'avancement, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Prévisions des démarches pour 2023-2024 (consultations prévues, échéanciers, rapports attendus). Fournir : a. la liste des recommandations actuellement à l'étude par le MELCC et Parcs Canada; b. le budget prévu en 2023-2024 pour la phase 2 de l'étude; c. le projet d'accord discuté au sein du Groupe de travail fédéral-provincial sur les aires marines protégées.
QP3-103	Aires protégées	État de situation, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée dans l'estuaire du Saint-Laurent. Fournir : a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre; b. la date de la prochaine étape.
QP3-104	Aires protégées	État de situation, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée au Banc des Américains. Fournir : a. l'état d'avancement du projet d'entente-cadre; b. la date de la prochaine étape.
QP3-105	Subventions	Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes. Via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun: a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autre cobénéfices
QP3-106	PACC	Fournir toutes les analyses et évaluations portant sur les différents programmes et actions du PACC 2013-2020, au 31 mars 2023.
QP3-107	PEV 2030	Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes, par le biais du Fonds d'électrification et de changements climatiques, dans le cadre de la mise en œuvre du PEV 2030. Ventiler par projet et indiquer pour chacun: a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autre cobénéfices
QP3-108	PEV 2030	Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du PEV 2030, fournir la ventilation suivante : a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt CO ₂); b. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; c. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO ₂); d. les investissements totaux des projets (en millions \$); e. les aides financières totales du ministère (en millions \$); f. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); g. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
QP3-109	PMO	Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du PMO 2021-2026, fournir la ventilation suivante : a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt CO ₂); b. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; c. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO ₂); d. les investissements totaux des projets (en millions \$); e. les aides financières totales du ministère (en millions \$); f. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); g. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
QP3-110	GES	Indiquer si des ETC et des sommes sont actuellement déployés par le ministère pour produire des scénarios de trajectoire des émissions de GES d'ici 2025 et d'ici 2030. Si oui, préciser les bénéficiaires des contrats.
QP3-111	Air	Fournir les résultats de toutes les stations mesurant la qualité de l'air du Québec pour les 5 dernières années.

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-112	GES	Indiquer l'état d'avancement des travaux d'implantation de nouveaux protocoles de crédits compensatoires pour l'Ontario et le Québec, en précisant à quelle étape le ministère en est rendu: - recherche et revue détaillée de protocoles existants; - recommandations sur le protocole retenu pour l'adaptation; - préparation et rédaction d'un projet de protocole adapté; - possibilité pour les parties prenantes et le public de fournir des commentaires lors des différentes étapes du projet; - préparation d'un projet final de chaque protocole et leur remise au Québec et à l'Ontario pour leur considération finale, par le biais de leur processus de modification réglementaire; - processus réglementaire avec période de consultations publiques. Ventiler cet état d'avancement en fonction de chaque protocole projeté par le ministère: - Réduction des émissions de N₂O imputables à la gestion des engrais agricoles; - Réduction des émissions imputables au bétail; - Digestion des déchets organiques; - Gestion des déchets organiques; - Séquestration du carbone en milieu forestier; - Boisement; - Forêts urbaines; - Préservation des prairies indigènes; - Stockage du carbone dans les cultures; - Conversion des systèmes de réfrigération. Indiquer: - le total des crédits délivrés (t éq. CO₂) des projets de crédits compensatoires en date du 31 mars 2023; - le total des projets de crédits compensatoires (t éq. CO₂) en date du 31 mars 2023.
QP3-113	SPEDE	Fournir tous documents, notes ou estimations de la quantité de droits d'émission qui devront être achetés hors Québec d'ici 2030 dans le cadre du SPEDE.
QP3-114	Air	État d'avancement, au 31 mars 2023, du projet de politique québécoise de l'air.
QP3-115	FPEDHÉ	Ventiler, en date du 31 mars 2023, en fonction de la ventilation de l'article 15.4.40 de la <i>Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</i> , les sommes annuelles portées aux crédits du Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.
QP3-116	Matières résiduelles	Indiquer si le ministère a reçu les trois rapports de reddition de compte pour les trois premiers projets de biométhanisation en marche: Ville de Saint-Hyacinthe, MRC du Rocher-Percé et Ville de Rimouski.
QP3-117	GES	Ventilation des LET en activité au 31 mars 2023, en fonction : - des émissions de GES de chaque LET (à jour); - de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.
QP3-118	GES	Ventilation des LES en activité au 31 mars 2023, en fonction : - des émissions de GES de chaque LES (à jour); - de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.
QP3-119	Recyc-Qc	Fournir tous les documents ou notes relatifs au portrait global de la gestion des matières résiduelles au Québec, ventilé par région, incluant : - le taux de récupération et de réutilisation des matières, ventilé par matières; - la quantité de matériaux recyclables ou réutilisables qui finissent dans des sites d'enfouissement; - la quantité de déchets produits, par catégorie.
QP3-120	Recyc-Qc	État de situation au 31 mars 2023 des débouchés du verre au Québec.
QP3-121	Recyc-Qc	État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.
QP3-122	Matières résiduelles	État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de consigne au Québec
QP3-123	Matières résiduelles	État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de collecte sélective.
QP3-124	Matières résiduelles	État de situation, au 31 mars 2023, de la réduction du gaspillage alimentaire et de la stratégie gouvernementale en préparation. Inclure tout document du chantier de réflexion.
QP3-125	Subventions	Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2022-2023.
QP3-126	Matières résiduelles	Fournir, pour 2022-2023, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de Recyc-Québec.
QP3-127	Matières résiduelles	Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de Recyc-Québec et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.
QP3-128	Sols contaminés	État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en place d'un système de traçabilité des sols contaminés.
QP3-129	Sols contaminés	Ventiler les montants et les projets réalisés avec le budget de 100 millions alloué à la décontamination des terres contaminées à Montréal.
QP3-130	Urgences environnementales	Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du ministère. Ventiler par type d'activité : - liste des cas; - date; - coûts cumulés de l'intervention pris en charge par l'État au 31 mars 2023; - montants réclamés aux fautifs pour 2022-2023; - articles de loi et/ou de règlement impliqués; - cas ayant nécessité l'intervention de la Santé publique.
QP3-131	Autorisations environnementales	Nombre des certificats d'autorisation délivrés par le ministère concernant l'exploration ou l'exploitation de pétrole conventionnel ou de pétrole non conventionnel, de gaz conventionnel et de gaz non conventionnel au Québec. Liste des entreprises ou des personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise ou par personne et par région.
QP3-132	Inspections	Nombre d'avis de non-conformité à la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> émis par le ministère pour les travaux de recherche d'hydrocarbures depuis 2010. Ventiler par puits.
QP3-133	Uranium	État de situation, au 31 mars 2023, sur la mise en oeuvre des avis et des recommandations du rapport du BAPE sur la filière uranifère par le comité interministériel en charge.
QP3-134	Accès à l'information	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Le nombre de postes d'inspecteurs en environnement dans le ministère le 31 mars 2023, de même que pour les dix années précédentes. Fournir également les données en ETC.

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
3° GROUPE D'OPPOSITION

Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère, le 31 mars 2023, de même que pour les dix années précédentes. Fournir également les données en ETC.

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
3° GROUPE D'OPPOSITION

Pour les 5 dernières années, le nombre d'étudiants embauchés pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques.

Veillez vous référer à la réponse de la question 17 des questions particulières de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Le nombre d'interventions effectuées en 2022-2023 par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCESB.

Veillez vous référer à la réponse de la question 17 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
3° GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'inspections effectuées en 2022-2023 par des inspecteurs en environnement à la suite d'une intervention d'un étudiant. Ventiler par activité ou programme de contrôle.

Veillez vous référer à la réponse de la question 5 des questions particulières du 2^e groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
3° GROUPE D'OPPOSITION

Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2022-2023, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.

Veillez vous référer à la réponse de la question 18 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N°7
3° GROUPE D'OPPOSITION

La programmation annuelle 2022-2023 pour l'inspection en environnement, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle nationaux.

Veillez vous référer à la réponse de la question 19 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
3° GROUPE D'OPPOSITION

Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basées sur le risque en 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Veillez vous référer à la réponse de la question 20 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9
3° GROUPE D'OPPOSITION

Pour 2022-2023, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction :

- a. Nombre d'inspections effectuées;**
- b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec;**
- c. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- d. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- e. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- f. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée;**
- h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé);**
- l. Total des amendes imposées par la Cour.**

Veillez vous référer à la réponse de la question 21 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
3° GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2021-2022. Préciser aussi la personne physique ou morale visée :

Ordonnances

- a. Article 114
- b. Article 115.2
- c. Article 115.3

Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations

- d. Article 115,5
  - e. Article 115.7
  - f. Article 115.10
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 23 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2022-2023. Ventiler selon le règlement.

Veillez vous référer à la réponse de la question 23 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux du ministère et des organismes en 2022-2023.

Veillez vous référer à la réponse de la question 24 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2022-2023. Indiquer, pour chacun :

- a. le(s) mandat(s);**
  - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
  - c. les rencontres tenues en 2022-2023;**
  - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2022-2023;**
  - e. les rencontres prévues en 2023-2024 avec l'objet et l'échéancier.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 25 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2022-2023. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a. l'objet des consultations;**
  - b. le moyen utilisé;**
  - c. les dates des rencontres;**
  - d. les communautés et les personnes consultées;**
  - e. les résultats des consultations;**
  - f. les montants afférents;**
  - g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2023-2024.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 27 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le ministère en 2022-2023, dont :

- a. Assainissement de l'air;**
  - b. Programme ClimatSol;**
  - c. Programme Roulez vert;**
  - d. Programme Chauffez vert;**
  - e. Programme de réhabilitation des terrains contaminés;**
  - f. Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent;**
  - g. Soutien aux conseils régionaux en environnement;**
  - h. Soutien aux organismes de bassin versant;**
  - i. Autres crédits de transfert (ventiler par organisme bénéficiaire).**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 10 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 16
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'Électrification et de changements climatiques. Ventiler par secteur (changements climatiques, eau, matières résiduelles, autorisations environnementales, divers), par programme et par organisme ou municipalité bénéficiaire.

Veillez vous référer à la réponse de la question 70 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la ventilation de tous les contrats externes octroyés de gré à gré en 2022-2023 concernant la gouvernance du Fonds vert. Préciser :

- a) La date de conclusion du contrat;**
  - b) La date de fin du contrat;**
  - c) La description du contrat;**
  - d) Le nom du contractant;**
  - e) Le montant du contrat initial;**
  - f) Tout montant additionnel versé;**
  - g) La date de versement du montant additionnel.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 6 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2021-2022 aux efforts visant à protéger la ressource eau.

Veillez vous référer à la réponse de la question 28 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation des sommes allouées en 2022-2023 par le ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.

Veillez vous référer à la réponse de la question 31 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau depuis 2017. Ventiler par code SCIAN et indiquer :

- a. la description du code SCIAN;**
  - b. le volume en m³ prélevé;**
  - c. le taux de redevance;**
  - d. le montant perçu par code SCIAN;**
  - e. le montant total perçu.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 32 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21
3° GROUPE D'OPPOSITION

État de situation au 31 mars 2023 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.

Veillez vous référer à la réponse de la question 35 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 22
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2023, dans le but d'en intégrer les obligations au Schéma d'aménagement, au Plan d'urbanisme et aux règlements municipaux.

Veillez vous référer à la réponse de la question 37 de l'opposition officielle.

Ventilation des ressources financières et techniques accordées en 2022-2023 à la mise à jour de la cartographie de l'ensemble des zones à risque d'inondations au Québec.

Une mesure budgétaire intitulée « *mettre en place des outils soutenant la prise de décision lors de sinistres* » a créé le projet INFO-Crue. Ce projet vise notamment à délimiter les zones inondables et, ainsi, à contribuer à l'aménagement durable du territoire. En 2022-2023, la somme de 7,5 M\$ a été inscrite au budget pour cette mesure.

Par ailleurs, une mesure budgétaire complémentaire de 14 M\$ intitulée : « *Outiller le Québec pour une meilleure gestion des inondations* » a été incluse dans le Plan économique 2021-2022 du Québec. Cette mesure touche trois volets dont un se rapporte directement à la cartographie des zones inondables. Ce volet vient financer, de 2021 à 2024, le projet INFO-Crue puisque le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs est dorénavant responsable de cartographier les zones inondables. Ce volet de la mesure budgétaire « *Outiller le Québec* » était doté d'un budget de 0,6 M\$ en 2022-2023.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 24
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer les moyens mis en avant pour assurer la prise en compte des effets anticipés des changements climatiques sur la détermination des zones à risque.

Veillez vous référer à la réponse de la question 39 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 25
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir l'état du réseau des stations hydrométriques du MELCCFP.

Veillez vous référer à la réponse de la question 40 de l'opposition officielle.

Indiquer les moyens mis en avant pour assurer une gestion durable des eaux pluviales.

Différentes actions ont été mises de l'avant par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) pour assurer une gestion durable des eaux pluviales. Ces actions se regroupent en trois axes :

1. Modifications légales et réglementaires
2. Diffusion d'information
3. Collaboration avec les partenaires du MELCCFP

Il est à noter que l'essentiel des actions du MELCCFP en matière de gestion des eaux pluviales découlait de la mesure 30.4 - Adaptation de la gestion des eaux pluviales à un contexte de changements climatiques du Plan d'action gouvernemental sur les changements climatiques 2013-2020 (PACC) dont le MELCC était porteur. Le PACC a été remplacé par le Plan pour une économie verte (PEV) en 2021.

1. Modifications légales et réglementaires

La Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) intègre la notion des « eaux pluviales » et le régime d'autorisation du MELCCFP, assujettit l'installation, la modification et l'extension de « systèmes de gestion des eaux pluviales » à l'autorisation préalable du ministre.

Le règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE), en vigueur depuis le 31 décembre 2020, détermine les renseignements à fournir avec une demande d'autorisation. Les renseignements exigés permettent au MELCCFP d'évaluer adéquatement l'impact des rejets d'eaux pluviales sur les milieux récepteurs et d'améliorer les pratiques de gestion des eaux pluviales.

En 2017, le MELCCFP a publié un manuel technique qui regroupe l'ensemble des règles de bonnes pratiques pour la conception d'ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ce manuel technique constitue un code de conception s'adressant principalement aux ingénieurs concepteurs. Dans le cadre de la modernisation de la LQE, ce manuel a été transformé en règlement, intitulé *Code de conception d'un système de gestion des eaux pluviales admissibles à une déclaration de conformité*. Ce règlement contient les normes de conception à respecter pour qu'un système de gestion des eaux pluviales soit admissible à une déclaration de conformité, un processus permettant d'être soustrait du régime d'autorisation de la LQE. Le Code de conception est entré en vigueur le 31 décembre 2020.

2. Diffusion de l'information

Une section du site Internet du MELCCFP est dédiée exclusivement à la gestion des eaux pluviales (<https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/pluviales/guide.htm>). Cette section propose à la clientèle du MELCCFP des documents de références relativement à la conception d'ouvrages de gestion des eaux pluviales et à leur gestion. Parmi les documents cités dans cette section figure le Guide de gestion des eaux pluviales publié conjointement par le MELCCFP et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en 2011 et qui constitue un document de référence au Québec.

Ce guide est venu par ailleurs compléter le Guide sur la gestion durable des eaux de pluie, publié en 2010 par le MAMH et portant également sur la gestion des eaux pluviales.

D'autres documents de référence ont été produits par le biais de contrat financés par l'action 30.4 du PACC :

- Guide de conception d'emprises de rues locales dans un contexte de réduction des surfaces imperméables (<https://ceriu.qc.ca/bibliotheque/guide-conception-emprises-rues-locales-contexte-reduction-surfaces-impermeables>), en partenariat avec le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (2021).
- Catalogue et guide d'infrastructures vertes, en partenariat avec la ville de Montréal (2022).

- Mise en ligne d'un site web consacré à la gestion durable des eaux pluviales, <https://robvq.qc.ca/gdep/>, et production de capsules vidéo faisant la promotion de projets de gestion durable des eaux pluviales dans différentes municipalités du Québec, en partenariat avec le Regroupement des organismes de bassin versant du Québec (2022).

Enfin, le MELCCFP participe à de nombreux ateliers et événements de diffusion du savoir (congrès, colloque, symposium) afin de sensibiliser la clientèle à l'importance de la gestion des eaux pluviales et exposer l'encadrement effectué par le Ministère en cette matière.

3. Collaboration avec les partenaires du Ministère

Le MELCCFP soutient activement les actions déployées par ses partenaires visant l'amélioration des pratiques en matière de gestion des eaux pluviales. Au cours des dernières années, le MELCCFP a participé et soutenu des projets du Regroupement des organismes de bassins versants, du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines, de Réseau-Environnement et de l'Institut national de recherche scientifique.

Le soutien du MELCCFP a permis la publication du guide Autodiagnostic municipal en gestion durable des eaux pluviales, par le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec. Il a également permis le développement du Programme d'excellence en gestion des eaux pluviales par Réseau-Environnement.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°27
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Indiquer si des documents ont été préparés par le MELCCFP pour proposer une refonte du régime fiscal municipal en vue d'inciter les municipalités à mettre en place des initiatives écoresponsables qui restreignent le développement dans des zones vulnérables.

La fiscalité municipale relève du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a pas préparé de documents à ce sujet.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 28
3° GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MELCCFP en 2022-2023 afin de permettre la construction en zone inondable.

Veillez vous référer à la réponse de la question 41 de l'opposition officielle.

Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la bande riveraine de 3 mètres en rive.

Depuis le 1^{er} mars 2022, la culture du sol en rive jusqu'à 3 mètres du littoral est exemptée d'une autorisation ministérielle, en vertu du Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement. La bande de végétation riveraine de 3 mètres doit être respectée en tout temps. Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) effectue le contrôle de l'application de cette bande, de même que des normes applicables du Règlement sur les exploitations agricoles et du Code de gestion des pesticides.

Avant le 1^{er} mars 2022, les municipalités régionales de comté et les municipalités locales étaient responsables d'émettre des permis ou autorisations pour certains travaux agricoles, conformément à leur réglementation et effectuaient le contrôle du respect de la bande de végétation riveraine de 3 mètres sans culture. Le contrôle du respect des normes applicables du Règlement sur les exploitations agricoles et du Code de gestion des pesticides était fait, comme aujourd'hui, par le MELCCFP.

Nombre de dérogations et d'autorisations accordées en lien avec la règle de la «zone 0-2 ans» pour la culture avec travail du sol.

Les exploitantes et exploitants agricoles qui souhaitent poursuivre l'agriculture en littoral doivent déposer une déclaration de conformité au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) au préalable. Autrement, cette activité est interdite. Une soixantaine de déclarations de conformité ont été reçues à ce jour par le MELCCFP.

Cette activité ne peut faire l'objet d'une autorisation ministérielle ou d'une exemption.

Ces dispositions sont prévues au Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations, entré en vigueur le 1^{er} mars 2022.

Auparavant, l'agriculture en littoral était interdite par la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI). Lorsque les schémas d'aménagement et de développement des MRC et les règlements d'urbanisme de la municipalité étaient conformes à la PPRLPI, la culture du sol dans le littoral des lacs et des cours d'eau n'était pas permise. De plus, le Règlement sur les exploitations agricoles ainsi que le Code de gestion des pesticides interdisaient l'utilisation de matières fertilisantes et de pesticides en littoral.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 31
3° GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation au 31 mars 2023 sur la mise en place du Portail gouvernemental des connaissances sur l'eau. Indiquer :

- a. le calendrier révisé des étapes de mise en place;**
  - b. les dépenses (ventilées annuellement) consacrées au projet depuis le lancement;**
  - c. les ETC consacrés annuellement de 2008-2009 à 2022-2023;**
  - d. la liste et la valeur totale des contrats conclus à l'externe.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 42 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N°32
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation des sommes octroyées en 2022-2023 par le plan d'action du ministère pour couvrir les zones orphelines des PACES. Fournir le nom des projets et des partenaires associés.

Le Ministère a signé, en février et mars 2018, six ententes de gré à gré avec des établissements de recherche universitaire pour l'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines dans des territoires du Québec méridional non couverts antérieurement :

Territoire couvert	Établissement	Montant total du contrat	Montant versé en 2022-2023
Laurentides	Université du Québec à Montréal	1,495 M\$	0 k\$
Estrie	Centre Eau Terre Environnement de l'Institut national de la recherche scientifique	1,495 M\$	0 k\$
Lanaudière, Nord-est de la Mauricie et Haute-Côte-Nord	Université du Québec à Chicoutimi	1,495 M\$	0 k\$
Sud-ouest du Bas-Saint-Laurent, vallée de la Matapédia et pourtour de la Gaspésie	Université du Québec à Rimouski	1,195 M\$	0 k\$
Îles-de-la-Madeleine	Université Laval	1,0 M\$	0 k\$
Territoire cri (projet-pilote)	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	1,0 M\$	0 k\$

Les établissements de recherche universitaire sélectionnés avaient tous réalisé, par le passé, au moins un projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines. C'est en raison de cette expérience, et tout particulièrement de la qualité des biens livrables produits dans ces projets antérieurs, qu'ils ont été choisis pour la réalisation des projets actuels.

État de situation au 31 mars 2023 du suivi de l'engagement de mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL). Fournir un état d'avancement de la mise en place des tables de concertation régionales (TCR) en 2022-2023.

La gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL) est un processus permanent de gestion et de prise de décision. Elle est basée sur la concertation de l'ensemble des décideurs, des usagers et de la société civile, en vue d'une planification et d'une meilleure harmonisation des mesures de protection et d'utilisation des ressources de cet important écosystème, et ce, dans une optique de développement durable. Sa mise en œuvre se concrétise notamment par la mise en place de deux mécanismes de gouvernance : (1) la tenue de forums sur le Saint-Laurent et (2) la mise en place de Tables de concertation régionales (TCR) dans les douze zones de la GISL.

Actuellement, six TCR sont en place. En 2022-2023, chaque TCR a reçu un financement de 125 000 \$. L'état d'avancement concernant l'élaboration et le dépôt des plans de gestion intégrée régionaux (PGIR) est présenté au tableau suivant :

Nom de la zone	État d'avancement
Zone de Québec	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en décembre 2017
Zone du Haut-Saint-Laurent et du Grand Montréal	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en mars 2021
Zone du lac Saint-Pierre	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en octobre 2019
Zone des Îles-de-la-Madeleine	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en octobre 2020
Zone du sud de l'Estuaire moyen	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en juin 2018
Zone de l'Estuaire fluvial	Plan de gestion intégrée régional (PGIR) préliminaire déposé en décembre 2020

Au cours de 2022-2023, le Ministère a poursuivi un processus de rehaussement du niveau des PGIR pour que ceux-ci soient axés sur les résultats, avec des objectifs, et des indicateurs. Pour ce faire, le Ministère accompagne les TCR. De plus, chaque TCR devra intégrer à son PGIR un plan de suivi regroupant les objectifs et les indicateurs choisis. Chaque TCR devra avoir complété cet exercice de mise à niveau avant que le PGIR soit soumis à l'analyse pour approbation finale.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 34
3° GROUPE D'OPPOSITION

État de situation au 31 mars 2023, incluant les sommes injectées en 2022-2023, du suivi de l'engagement d'adopter une stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable. Fournir l'échéancier pour 2023-2024.

Veillez vous référer à la réponse de la question 43 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 35
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventiler les sommes dépensées depuis l'adoption de la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable, et ce, par type de priorités mentionnées dans le budget :

- a. réalisation d'analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable par les municipalités (indiquer le nombre de municipalités ayant reçu du financement en ce sens);**
  - b. compensation des agriculteurs affectés par de nouvelles mesures de protection des sources prévues au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP);**
  - c. mise en place de mesures de protection des sources d'eau potable.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 44 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 36
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventiler par année, de 2022-2023 à 2024-2025, le nombre estimé de municipalités concernées par la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Veillez vous référer à la réponse de la question 44 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 37
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir les critères que devront remplir les municipalités pour pouvoir bénéficier de la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Veillez vous référer à la réponse de la question 44 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 38
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventiler par année, de 2022-2023 à 2024-2025, le nombre estimé d'agriculteurs concernés par la mesure du budget 2022-2023 pour améliorer la protection des sources d'eau potable.

Veillez vous référer à la réponse de la question 44 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 39
3° GROUPE D'OPPOSITION

**Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées à la formation depuis l'adoption du RPEP.
Ventiler par année.**

Veillez vous référer à la réponse de la question 45 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 40
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le nombre de municipalités concernées par la transmission d'analyses de vulnérabilité d'ici avril 2023. Indiquer le nombre de municipalités ayant complété le processus au 31 mars 2023.

Veillez vous référer à la réponse de la question 46 de l'opposition officielle.

Indiquer le budget réservé en 2022-2023 à la concertation des acteurs de l'eau et à la mise en œuvre des actions au niveau des municipalités et des MRC pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable.

Le Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) a été lancé le 13 août 2018 et il s'est terminé le 31 mars 2022. Ainsi, il n'y a eu aucune somme réservée en 2022-2023 dans le cadre de ce programme.

Afin de bonifier la mise à jour des analyses de vulnérabilité prévue pour 2026 et de fournir un soutien aux municipalités, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) a également réalisé les activités suivantes en 2022-2023 :

- Travaux d'intégration des impacts des changements climatiques aux analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec et de transfert de connaissances (64,1 k\$ versés en 2022-2023).
- Travaux de développement d'un outil d'évaluation de la vulnérabilité de l'approvisionnement en eau potable au Nunavik pour les acteurs locaux (125 k\$ versé en 2022-2023).
- Poursuite de travaux pour réaliser une synthèse des rapports d'analyse de vulnérabilité des sources d'eau potable reçues afin d'émettre des constats pour améliorer la mise à jour des analyses de vulnérabilité prévue aux 5 ans par les municipalités et pour soutenir l'élaboration des plans de protection des sources d'eau potable (39,8 k\$ prévus en 2022-2023).

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 42
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

État d'avancement des actions menées par le MELCCFP au sein de la Stratégie québécoise sur l'eau potable du MAMH au 31 mars 2023. Sommes engagées en 2022-2023.

Veillez vous référer à la réponse de la question 47 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 43
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2022-2023, étaient en non-conformité avec l'obligation d'installation d'enregistreurs de débordement inscrite au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 9).

Veillez vous référer à la réponse de la question 49 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 44
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des exploitants d'OMAE qui, en 2022-2023, étaient en non-conformité avec l'obligation de transmission d'un rapport annuel dans les délais prescrits par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (Art. 13).

Veillez vous référer à la réponse de la question 50 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 45
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la liste des attestations d'assainissement municipales délivrées en 2022-2023 en application du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

Veillez vous référer à la réponse de la question 51 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 46
3° GROUPE D'OPPOSITION

Préciser, pour 2022-2023, le nombre d'inspections réalisées annuellement par le CCEQ des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, en précisant le nombre de vérifications des avis de déversement et le nombre d'inspections effectuées à la suite de plaintes.

Veillez vous référer à la réponse de la question 52 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 47
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir le plus récent bilan du nombre de débordements d'eaux usées répertoriés pour chaque ouvrage d'assainissement des eaux usées.

Veillez vous référer à la réponse de la question 54 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 48
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des avis de non-conformité et des avis de réclamation d'une sanction administrative pécuniaire pour un ouvrage d'assainissement des eaux usées, en 2022-2023. Préciser :

- a. l'exploitant d'ouvrage municipal visé;**
  - b. le type de document;**
  - c. l'objet du document;**
  - d. la référence légale;**
  - e. le montant de la sanction administration pécuniaire;**
  - f. le libellé;**
  - g. le montant de la sanction pénale, le cas échéant.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 55 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 49
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des stations d'épuration municipales existantes non conformes aux critères de performance du ROMAEU. Ventiler selon :

- a. les stations d'épuration à risque élevé;**
- b. les stations d'épuration à risque moyen;**
- c. les stations d'épuration à risque faible;**

Fournir l'échéancier de mise à niveau pour chaque niveau de risque.

Veillez vous référer à la réponse de la question 56 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 50
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la liste des réseaux d'égout municipaux sans station d'épuration et de stations dotées uniquement d'un dégrillage. Fournir l'échéancier de mise à niveau.

Veillez vous référer à la réponse de la question 57 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 51
3° GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir les obligations financières additionnelles générées par l'application du ROMAEU et la mise en œuvre des exigences éventuellement incluses dans les attestations d'assainissement au cours de l'année 2022-2023, ainsi que pour les 10, 20 et 30 prochaines années. Ventiler par :

- a. coût de mise aux normes des rejets;**
  - b. coût de réalisation des plans de réduction des débordements d'eaux usées.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 58 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 52
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Indiquer si le Système sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est accessible à d'autres entités que les exploitants municipaux. Si oui, indiquer quels organismes y ont accès.

Le système informatique de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) est disponible depuis le 1^{er} janvier 2017. Il est uniquement accessible aux exploitants d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, soit une régie intermunicipale, une municipalité ou une personne agissant à titre de concessionnaire pour une municipalité conformément à l'article 43 de la Loi sur la qualité de l'environnement et à l'article 22 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1).

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 53
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir le nombre d'ordonnances émises par le ministère en 2022-2023 pour s'assurer du recouvrement des montants auprès des propriétaires de barrages, ainsi que les montants récoltés.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) n'a pas à émettre d'ordonnance pour s'assurer du recouvrement de quelconque montant auprès des propriétaires de barrages. Conséquemment, aucun montant n'a été récolté.

Le lien suivant présente les ordonnances émises par le ministère depuis 2012 et donne les objectifs recherchés par chacune des ordonnances émises par le MELCC :

<http://www.registres.environnement.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm>

Indiquer si le ministère a entrepris des consultations pour régler les problématiques d'application de la Loi sur la sécurité des barrages et de son règlement. Fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) a entrepris des consultations pour régler les problématiques d'application de la Loi sur la sécurité des barrages et de son règlement.

Les ministères et organisme suivants ont été rencontrés :

- Agence du Revenu
- Ministère des Transports
- Ministère de la Sécurité Publique
- Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, (anciennement le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire)

Les personnes physiques et morales suivantes ont été consultées :

- Algonquin Power (Canada) Holdings inc.
- Compagnie d'estacades des rivières Coulonge & Crow Itée (Brookfield)
- Innergex, Société en commandite
- PF Résolu Canada inc.
- Rio Tinto Alcan inc.
- Société en commandite Boralex Énergie
- Direction générale des barrages de l'État (MDDELCC)
- Hydro-Québec (à 2 reprises)
- Axor
- Québec Forestland, L. P.
- Séminaire de Québec
- Association des propriétaires Domaine Alpine inc.
- Association des propriétaires du lac Bouchette Itée
- Association des propriétaires du lac Crooks inc.
- Corporation du Vieux Moulin d'Ulverton inc.
- Développement du lac Gareau inc.
- 9162-6978 Québec inc.
- Cric à David 1985 inc.
- Camping du Vieux Moulin inc.
- Canton de Gore
- Municipalité de Rawdon
- Municipalité de Saint-Bruno
- Municipalité de Saint-Donat
- Municipalité de Saint-Calixte
- Municipalité régionale de comté des Collines-de- l'Outaouais
- Municipalité de Chertsey
- Ville de Rimouski
- Développement VM Beloeil inc.
- Alain Lefebvre et Vi Thuy Kieu
- André Gagnon et Joanne Paquette
- Marcel Durand
- Mary Gallery
- Succession de Luise Brousseau
- Allister McLellan
- Marcel Noel
- OEL Hydrosys

- Groupe SMI
- WSP groupe
- Miroslav Chum inc.
- CIMA+
- Tétratech
- Adriel Expert-Conseil inc.
- Équipe Laurence, experts-conseils, S.E.N.C.
- Canards Illimités Canada
- Gradian Experts-Conseils inc.
- SNC-Lavalin inc.
- Ville de Lachute
- Ville de Gatineau
- SG Expert Conseil
- Ville de Sherbrooke/Service Hydro-Sherbrooke

Année 2022-2023

Dans le cadre du dépôt du Projet de Loi 102 et de l'Omnibus réglementaire 2, voici les listes des M/O et des groupes externes qui ont été formellement consultés. À noter qu'ils ont été consultés de façon générale sur le contenu des omnibus et pas spécifiquement sur la Loi sur la sécurité des barrages ou le Règlement sur la sécurité des barrages. Par ailleurs, les projets (PL102 et OR2) ont été rendus publics et n'importe qui pouvait émettre des commentaires à leur sujet.

PL102

M/O :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
- Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)
- Ministère des Transports (MTQ)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
- Revenu Québec
-

Externe (Consultations particulières)

- Union des producteurs agricoles (UPA)
- Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)
- Hydro-Québec
- Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ)
- Fédération québécoise des municipalités (FQM)
- Nature Québec
- Équiterre
- Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)
- Commissaire au développement durable (VGQ)
- Ordre des chimistes du Québec

OR2

M/O :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
- Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)
- Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF)
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et comités consultatifs nordiques (CCEK, CCEBJ)

Externe

- Conseil patronal de l'environnement du Québec
- Centre québécois du droit de l'environnement
- Réseau Environnement
- Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec

- Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
- Union des municipalités du Québec
- Fédération québécoise des municipalités
- Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)
- Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ)
- Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)
- Association des firmes de génie-conseil
- RECYC-Québec
- Hydro-Québec
- Association canadienne des barrages
- Conseil de l'industrie forestière du Québec
- Institut de recherche et développement en agroenvironnement
- Ordre des agronomes du Québec
- Union des producteurs agricoles
- Association des constructeurs de routes et des grands travaux du Québec
- Association canadienne des carburants
- Ensemble des communautés autochtones du Québec

Indiquer si le ministère a préparé un tableau de bord contenant, notamment, des indicateurs sur le taux de respect des échéances relatives au dépôt des documents d'évaluation de la sécurité, le taux de respect par le ministère du délai de l'analyse de ces documents et le taux de respect des engagements associés aux travaux correctifs et au calendrier de mise en œuvre. Indiquer si ces renseignements requis ont été intégrés au rapport annuel de gestion.

La reddition de comptes du Ministère quant à l'application de la Loi sur la sécurité des barrages s'effectue au moyen des indicateurs suivants qui sont cumulatifs depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 2002 jusqu'au 1^{er} avril 2023. Il est à noter que le rapport annuel de gestion du Ministère est produit pour faire état de la réalisation des actions du plan stratégique du Ministère.

- Indicateur 1 : Taux de dépôt par les propriétaires de barrages des études d'évaluation de la sécurité prévues au Règlement sur la sécurité des barrages.

Cet indicateur permet de représenter le taux de dépôt par les propriétaires de barrages de l'étude d'évaluation de la sécurité de leur barrage qui est exigible en vertu du Règlement.

Résultat : 76,9 %

- Indicateur 2 : Taux d'approbation par le Ministère des exposés des correctifs et des calendriers de mise en œuvre déposés.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des exposés des correctifs et des calendriers de mise en œuvre qui ont été approuvés par le Ministère parmi ceux déposés par les propriétaires de barrages.

Résultat : 84,2 %

- Indicateur 3 : Taux de respect par le Ministère des délais de traitement prévus par le Règlement sur la sécurité des barrages.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des dossiers qui ont été approuvés ou autorisés dans les délais prévus par le Règlement. Ces délais sont de 6 mois pour l'approbation de l'exposé des correctifs et du calendrier de mise en œuvre ainsi que pour l'autorisation visant la construction ou la modification de structure d'un barrage et de 2 mois pour l'autorisation visant la démolition.

Résultats :

- 87,7 % pour les demandes d'approbation de l'exposé des correctifs et du calendrier de mise en œuvre;
- 93,5 % pour les demandes d'autorisation pour la réalisation de travaux.

- Indicateur 4 : Taux de respect par les propriétaires des engagements associés aux correctifs approuvés.

Cet indicateur permet de représenter la proportion des correctifs approuvés qui ont été réalisés par les propriétaires, en respect ou non de l'échéancier du calendrier de mise en œuvre approuvé par le Ministère.

Résultats :

- 62,1 % pour les correctifs approuvés qui ont été réalisés avant leur échéance respective;
- 77,6 % pour les correctifs approuvés qui ont été réalisés, sans égard à l'échéancier approuvé.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 56
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Identifier les critères permettant de déterminer si un barrage est essentiel ou non à la mission de l'État.

Indiquer si des consultations ont été tenues pour proposer au gouvernement le partage des responsabilités approprié.

Si oui, fournir la liste des personnes physiques et morales rencontrées.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 64 de l'opposition officielle.

Indiquer si le Ministère a identifié quelles modifications législatives et réglementaires pourraient être apportées afin de permettre de tarifier les bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.

L'exploitation de plusieurs barrages par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) profite à des tiers (publics ou privés) et pourrait faire l'objet d'une politique de tarification. Les principaux bénéficiaires identifiés sont :

- Des municipalités (villégiature, eaux potables, protection incendie, etc.);
- Le secteur de la conservation et de mise en valeur de la faune;
- Hydro-Québec;
- Des producteurs privés d'électricité.

Le MELCCFP a déjà des ententes avec les producteurs privés d'électricité pour l'emmagasinement de réserves d'eau, qui lui rapportent environ 3,0 M\$ par année.

La possibilité d'exiger une contribution similaire d'Hydro-Québec est difficilement envisageable en vertu du contexte législatif et réglementaire qui encadre les activités de la société d'État.

La tarification des services rendus par le MELCCFP pour l'exploitation des barrages qui contribuent à la mission du Ministère ne permet pas d'amener de réels revenus supplémentaires à l'État, bien au contraire, puisque l'administration d'une telle tarification entraînerait des déboursés additionnels.

La tarification des services rendus aux municipalités pour l'exploitation des barrages dont elles (ou leurs citoyens) tirent des bénéfices pourrait générer des revenus supplémentaires pour l'État qui lui permettrait de couvrir les dépenses de gestion de ces barrages. Cependant, comme une décision similaire prise en 2005 s'est avérée impraticable, il est difficile d'envisager une telle mesure sans la volonté exprimée des autorités politiques et sans consulter les instances municipales compétentes.

En février 2020, le comité élargi sur la révision de la gouvernance des barrages publics, mis en place par le MELCCFP, déposait son rapport qui contenait, notamment, la recommandation suivante :

Que le gouvernement renonce à l'élaboration d'une politique de tarification des autres M/O étant donné la nature des bénéficiaires des barrages publics et le peu, sinon l'absence de bénéfice, d'un tel projet.

Par conséquent, il s'avère inutile d'identifier des ajustements législatifs pour encadrer la tarification des bénéficiaires de la gestion des barrages par le MELCCFP.

Indiquer quelles démarches ont été entreprises en 2022-2023 pour déposer un projet de politique de tarification des services rendus aux bénéficiaires du parc de barrages publics retenus.

En 2022-2023, la Direction générale des barrages a poursuivi des démarches avec l'équipe économique du Bureau de la performance organisationnelle du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), afin de revoir le modèle de calcul des frais d'exploitation et des études d'évaluation de la sécurité qui sont deux éléments importants intervenant dans la tarification des services rendus aux bénéficiaires.

La résultante de cette démarche sera l'établissement d'une procédure simplifiée permettant d'évaluer les coûts liés aux services rendus aux bénéficiaires dont le déploiement est prévu pour 2023-2024.

L'application de cette procédure de tarification se fera principalement à l'endroit de certains producteurs privés d'électricité, avec lesquels le MELCCFP a déjà des ententes pour l'emmagasinement de réserves d'eau. Ces ententes rapportent environ 3,0 M\$ par année au MELCCFP.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 59
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le nombre minimal d'activités de surveillance des barrages publics prévues au règlement.

Pour la période 2022-2023, le nombre minimal d'activités de surveillance prévues par le Règlement sur la sécurité des barrages (RSB) pour les barrages sous la responsabilité du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs est de 901 activités.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 60
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer si le programme de sécurité des barrages publics a été réintroduit. Fournir la ventilation des inspections par barrage.

Veillez vous référer à la réponse de la question 64 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 61
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer si un programme d'entretien préventif des barrages publics a été élaboré et le nombre d'ETC ayant été requis pour mener ce programme en 2022-2023.

Fournir l'état du déficit d'entretien inventorié par barrage.

Un plan de maintenance des barrages mécanisés a été élaboré en 2021 et une planification à court, moyen et long terme des activités de maintenance est en cours de réalisation. Dix (10) ETC ont été requis pour réaliser les travaux en 2022-2023.

La valeur du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures sous la responsabilité du Ministère est estimée à 81,1 M\$.

L'état du déficit de maintien d'actifs par infrastructure est présenté ci-dessous.

Nom de barrage	Numéro de barrage	DMA 2023-2024
Alice, Barrage	X2101410	130 300 \$
Bartley, Barrage	X0003894	126 689 \$
Basque, Barrage du	X0001146	159 223 \$
Berthiaume, Barrage	X0007191	130 300 \$
Blanche, Barrage	X0000786	159 223 \$
Bouchette, Barrage	X2132649	95 017 \$
Brodrick, Barrage	X0005502	1 687 599 \$
Brûlé, Barrage	X2010310	228 947 \$
Centre de services - Choinière	X2128731	530 744 \$
Choinière, Barrage	X0005756	1 222 529 \$
Clair, Barrage	X2101397	159 223 \$
Clair, digue *	X2135210	79 612 \$
Cornu, Barrage	X0005255	838 038 \$
Coulée-Gagnon, Digue de la	X0000932	3 167 219 \$
Creek-Outlet-1, Digue	X0000933	3 168 564 \$
Creek-Outlet-2, Digue	X0000934	528 094 \$
Creek-Outlet-3, Digue	X0000935	528 094 \$
Croche, Barrage	X2143129	162 876 \$
Dagon, Barrage	X0001862	125 706 \$
Delisle, Barrage	X2088571	554 698 \$
Digue Lusignan	X2175892	126 689 \$
Duchesnay, Barrage de	X0001439	2 111 928 \$
Duffy, Barrage	X0004570	110 853 \$
Dumont, Barrage	X0002941	244 313 \$
Eileen, Barrage	X0007493	183 158 \$
Émilie, Barrage	X2115819	241 289 \$
Employés-Civils, Barrage des	X0001263	157 132 \$
Épinette, Barrage de l'	X0001160	162 876 \$
Étang-aux-Cerises, Barrage de l'	X0002770	104 755 \$
Fénelon, Barrage	X0001858	159 223 \$
Fourches, Barrage des	X2069228	97 725 \$
Grandes-Piles, Barrage de	X0001956	128 687 \$
Grandes-Pointes, Barrage aux	X2115820	126 689 \$
Grand-Moulin, Barrage du	X0003975	2 876 904 \$
Kiamika, Barrage	X0005460	4 097 122 \$
Kipawa, Barrage de	X0002992	6 855 203 \$
Lac-des-Bagnoles, Barrage du	X0007362	159 223 \$
Lac-Rimouski, Barrage du	X0000600	804 295 \$

Nom de barrage	Numéro de barrage	DMA 2023-2024
Laniel, Barrage de	X0003027	1 585 262 \$
l'Écluse, Barrage de	X2133432	159 223 \$
Léger, Barrage	X0003083	205 900 \$
Loutre, Barrage à la	X0003192	208 367 \$
Mare-du-Sault, Barrage de la	X0001420	96 515 \$
Mathieu-d'Amours, Barrage	X0000501	6 325 318 \$
Mitchinamecus, Barrage	X0005503	2 507 745 \$
Moreau, Barrage	X0001271	159 223 \$
Morin, Barrage	X0000730	8 252 361 \$
Pimbina, Barrage	X2095620	292 764 \$
Pine, Barrage	X2101596	162 876 \$
Portage-des-Roches, Barrage de	X0000899	7 761 689 \$
Profond, Barrage	X0001930	72 387 \$
Rapides-des-Cèdres, Barrage des	X0005424	8 226 935 \$
Renversi, Barrage	X0001850	159 223 \$
Retenue, Barrage la	X0001371	2 147 556 \$
Roberge, Barrage	X2098324	162 876 \$
Saint-Didace, Barrage	X0004063	1 140 770 \$
Saint-Raymond, Barrage de	X0001840	1 663 066 \$
Sartigan, Barrage	X0003912	5 902 791 \$
Sloe, Barrage	X0002916	162 876 \$
Talayarde-Sud, Barrage	X0001470	125 706 \$
Télescope, Barrage	X0001995	228 947 \$
Tétrás, Barrage du	X0001161	162 876 \$
Varin, Barrage	X0003202	420 000 \$
Wabano, Barrage	X0001282	84 486 \$
White, Barrage	X2123775	190 533 \$
		81 099 029 \$

* Nom non officiel

QUESTION PARTICULIÈRE N° 62
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir le taux de réalisation des travaux majeurs requis par barrage public au 31 mars 2023, notamment, quant aux 51 barrages gérés par le Ministère.

En 2022-2023, le taux de réalisation des travaux majeurs est de 50 %, incluant les interventions sur les barrages à gestion.

Indiquer quelle solution est appliquée par le Ministère concernant son double rôle (d'une part, agir comme exploitant de barrages publics et, d'autre part, comme responsable de l'application de la *Loi sur la sécurité des barrages* auprès de tous les propriétaires de barrages).

À l'origine, l'unité administrative qui administre la Loi sur la sécurité des barrages et celle qui agit comme exploitant de la majorité des barrages publics faisait partie du Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ). Cette agence gouvernementale sous la responsabilité du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques était dotée d'une marge de manœuvre particulière ainsi que d'allègements administratifs et budgétaires, et comprenait également deux autres unités à mandats complémentaires.

La préoccupation soulevée par le Vérificateur général du Québec (VGQ) concernait la capacité du Ministère à observer une réelle neutralité dans sa prise de décision à l'égard des barrages dont il a la responsabilité. Il se référait alors à la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages (Commission Nicolet) qui recommandait en 1997 que deux organismes distincts se partagent ces responsabilités.

Depuis février 2016, une nouvelle structure organisationnelle a été mise sur pied au Ministère. Celle-ci permet, entre autres, de mieux favoriser la neutralité des décisions en matière de sécurité des barrages.

Le CEHQ a été aboli et scindé de la façon suivante :

- La Direction de la sécurité des barrages, chargée de veiller à l'administration de la Loi sur la sécurité des barrages, relève dorénavant du sous-ministre adjoint au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages.
- La Direction générale des barrages a été créée et est chargée de l'exploitation de la grande majorité des barrages publics. Cette unité relève directement de la sous-ministre.
- Les deux autres unités qui constituaient le CEHQ ont, pour leur part, été intégrées à un autre sous-ministériat adjoint.

État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre du *Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels.*

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (Ministère) a publié un rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels en décembre 2013. Il est disponible sur le site Web du Ministère.

Le Ministère a aussi entrepris des démarches afin de donner suite aux différentes recommandations formulées par le rapport. Il a notamment mis sur pied en 2014 un groupe de travail qui a contribué à la publication de documents de sensibilisation à l'intention des exploitants et des usagers des différents types de bassins visés par le Règlement. Ces documents sont disponibles sur le site Web du Ministère.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030, le groupe de travail a été réuni pour cibler les meilleurs moyens de sensibiliser les exploitants et les utilisateurs pour améliorer la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, comme prévu à la mesure 1.2.2 du plan d'action de la Stratégie.

Indiquer quels moyens ont été mis en avant par le ministère pour permettre une meilleure prise en compte des effets cumulatifs des activités dans le secteur industriel et de la capacité de support du milieu récepteur.

Des pouvoirs accrus sont octroyés au ministre dans le cadre de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) :

L'article 25 de la LQE précise expressément que le ministre peut prescrire dans une autorisation toute condition, restriction ou interdiction qu'il estime indiquée pour protéger la qualité de l'environnement et pour éviter de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, aux écosystèmes, aux espèces vivantes ou aux biens. Les éléments sur lesquels pourront porter ces conditions, restrictions ou interdictions sont notamment des mesures :

- visant à respecter les caractéristiques et la capacité de support du milieu récepteur et de son écosystème;
- d'adaptations requises en raison des risques et des impacts anticipés des changements climatiques sur l'activité ou sur le milieu où elle se réalisera.

L'article 26 de la LQE donne le pouvoir au ministre de prescrire dans une autorisation une norme, une condition, une restriction ou une interdiction différente de celles prescrites par règlement s'il est d'avis que ces dernières sont insuffisantes pour respecter la capacité de support du milieu récepteur ou pour assurer la santé, la sécurité, le bien-être ou le confort de l'être humain, pour protéger les autres espèces vivantes ou pour éviter de porter atteinte aux biens.

Modulation en fonction du risque :

L'article 95.1 de la LQE donne un pouvoir réglementaire au gouvernement qui lui permet, entre autres, d'adopter des règlements pour délimiter des territoires et prévoir des normes de protection et de qualité de l'environnement particulières applicables pour chacun d'eux, notamment pour tenir compte des caractéristiques d'un territoire, des effets cumulatifs de son développement, de la capacité de support des écosystèmes qui en font partie de même que des perturbations et pressions anthropiques sur les bassins versants présents sur celui-ci.

L'article 31.0.6 de la LQE institue un régime de déclaration de conformité dans la LQE applicable à des activités à faible risque pour l'environnement et identifiées dans le Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE), lesquelles sont soustraites de l'obligation d'une autorisation ministérielle à condition de faire l'objet d'une déclaration de conformité. Les conditions selon lesquelles ces activités devront être exercées sont prévues au REAFIE. La LQE prévoit que les dispositions de ce règlement peuvent varier en fonction du territoire concerné ou des caractéristiques d'un milieu. La fixation des conditions auxquelles des activités peuvent être admissibles à une déclaration de conformité consiste donc en l'identification de normes de distance, de localisation, d'exploitation ou de rejet qui assurent la prise en compte des effets cumulatifs des activités sur l'environnement et la capacité de support des écosystèmes.

À titre d'exemple, le premier paragraphe de l'article 124 du REAFIE permet que l'établissement et l'exploitation subséquente d'une usine de béton bitumineux puissent être admissibles à une déclaration de conformité sous certaines conditions, notamment la condition qui prévoit que l'usine soit située à plus de 800 mètres d'une habitation ou d'un établissement public.

Un programme de réduction des rejets industriels :

Pour certains secteurs industriels, le Ministère dispose d'un outil légal qui lui permet de considérer l'ensemble des volets environnementaux d'un établissement industriel dans son milieu. Les fabriques de pâtes et papiers, les mines, les alumineries, les cimenteries, les usines de chaux, les aciéries, les usines de métallurgie du cuivre et du zinc sont les établissements actuellement visés par le Programme de réduction des rejets industriels (PRRI).

Par son caractère renouvelable et par la tarification des rejets, l'autorisation pour les catégories d'établissements visés permet la réduction des rejets pour atteindre ou tendre vers la capacité de support des milieux. Lors des renouvellements d'autorisation, les effets cumulatifs et les besoins du milieu sont pris en compte pour établir des cibles de réduction des rejets.

Cette autorisation permet une vision globale de la gestion environnementale d'un établissement industriel parce qu'elle traite de tous les volets environnementaux.

Des objectifs environnementaux de rejet pour les contaminants du milieu aquatique :

Depuis plusieurs années, le Ministère utilise une méthode pour la détermination d'objectifs environnementaux de rejet (OER) pour chaque source de contamination basée sur les critères de qualité de l'eau de surface, les conditions hydrodynamiques et les usages du milieu. Cette méthode permet de déterminer les concentrations et les charges de contaminants pouvant être rejetées dans un milieu aquatique sans compromettre les usages de l'eau. Ces OER sont déterminés à partir des caractéristiques du milieu récepteur et du niveau de qualité nécessaire pour le maintien des usages de l'eau. Les OER permettent d'évaluer l'acceptabilité environnementale de rejets existants ou de rejets prévus et peuvent justifier des interventions supplémentaires ou des modifications de projets.

Des modélisations pour les émissions dans l'air :

La modélisation est l'approche exigée par le Ministère dans le cas des demandes d'autorisation ou des études d'impact sur l'environnement pour évaluer la concentration dans l'atmosphère de chaque contaminant émis. Cette concentration est ensuite comparée aux valeurs limites stipulées au Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère en vigueur depuis 2011. Ceci permet d'évaluer l'impact sur la qualité de l'atmosphère d'une nouvelle source, d'une modification d'une source existante ou d'une augmentation de production d'un bien ou d'un service afin d'assurer le respect des normes et critères de la qualité de l'air.

Une protection de la ressource en eau :

Les prélèvements d'eau, notamment du secteur industriel, peuvent être soumis au régime d'autorisation des prélèvements d'eau dont les objectifs (décrits à l'article 31.76 de la LQE) sont de favoriser une gestion durable, équitable et efficace de l'exploitation de la ressource, de permettre une conciliation des besoins en eau, le tout dans une perspective de changement climatique.

Outre l'article 25 de la LQE, l'article 31.80 de cette même loi précise que le gouvernement ou le ministre peut prescrire toute condition, restriction ou interdiction lors de la délivrance, la modification ou le renouvellement d'une autorisation relative à un prélèvement d'eau.

L'article 31.79.1 de la LQE donne le pouvoir au gouvernement ou au ministre de refuser la délivrance, la modification ou le renouvellement de l'autorisation relative à un prélèvement d'eau s'il est d'avis que ce refus sert l'intérêt public. Ils peuvent aussi modifier de leur propre initiative une autorisation relative à un prélèvement d'eau pour le même motif.

Le caractère renouvelable d'une autorisation ministérielle de prélèvement d'eau, permet de revoir l'allocation de la ressource en eau au fil du temps. Les effets cumulatifs des prélèvements ainsi que les besoins du milieu sont à considérer lors des renouvellements d'autorisation.

Indiquer si le ministère exige une évaluation des effets cumulatifs des pressions sur l'environnement lors de la délivrance ou du renouvellement d'une autorisation.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) exige plusieurs informations du demandeur avant la délivrance ou le renouvellement d'une autorisation. Ces informations permettent de faire une analyse adéquate des projets, notamment en fonction des milieux récepteurs.

Projets visés par la Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement :

En vigueur depuis le 23 mars 2018, l'article 3 du Règlement relatif à l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (RÉEIE) prévoit les renseignements qu'une étude d'impact doit minimalement contenir, outre ceux que peut exiger la directive du ministre prévue à l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). On y retrouve, notamment l'identification des principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques ainsi que l'analyse des impacts éventuels du projet. La description et l'évaluation des impacts cumulatifs sont requises dans la directive du ministre et sont prises en compte lors de l'analyse de la demande et lors de la délivrance de l'autorisation gouvernementale, laquelle peut comporter des conditions de réalisation.

Projets visés par l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement :

L'article 23 de la LQE spécifie les renseignements et les documents devant accompagner une demande d'autorisation et précise que d'autres renseignements peuvent être exigés par règlement. Le Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE) démontre la possibilité d'évaluer les effets cumulatifs à partir des renseignements et documents à soumettre au ministre afin qu'une demande d'autorisation soit recevable pour fins d'analyse. Parmi ces documents et renseignements, les éléments liés aux contaminants et aux milieux visés par une demande concernent :

- une description du site, notamment la présence de milieux humides et hydriques ou d'un habitat particulier, les principales caractéristiques des milieux concernés et une indication de leur emplacement;
- la nature, la source, la quantité et la concentration de tous les contaminants susceptibles d'être rejetés;
- une description des impacts anticipés sur l'environnement;
- une description des mesures d'atténuation, de suivi, de surveillance et de contrôle proposées.

Des études spécifiques sont également requises pour certaines activités en autorisation. Ainsi, une étude hydrogéologique permettant d'évaluer les propriétés hydrauliques du milieu exploité, ainsi que l'impact du prélèvement sur les autres usagers et sur l'environnement doit être présenté au ministère pour une demande relative à un prélèvement d'eau. En ce qui a trait à une demande relative à des travaux dans un milieu humide ou hydrique, on devra fournir une description des perturbations ou des pressions anthropiques subies par les milieux affectés par le projet, de même que la capacité des milieux visés à se rétablir ou la possibilité de les restaurer en tout ou en partie une fois le projet complété.

L'article 25 de la LQE permet au ministre de prescrire toute condition dans l'autorisation qu'il délivre. Une condition relative à la mise en place d'un programme de suivi environnemental qui concernerait spécifiquement le suivi de la capacité de support du milieu récepteur est par conséquent possible si un tel suivi s'avère nécessaire. De plus, l'article 26 de la LQE permet au ministre d'imposer toute condition différente de celles prescrites dans les règlements s'il juge que ces dernières sont insuffisantes pour respecter la capacité de support du milieu.

Le ministre peut également exiger tout renseignement, document ou étude supplémentaire nécessaire pour connaître les impacts d'un projet sur la qualité de l'environnement avant de prendre sa décision en vertu de l'article 24 de la LQE.

Les établissements industriels importants, notamment les fabriques de pâtes et papiers, les mines, les alumineries, les cimenteries, les usines de chaux et certaines usines de métallurgie sont encadrés par le Programme de réduction des rejets industriels (PRRI).

Une autorisation renouvelable est prévue pour ces établissements industriels, laquelle établit les conditions environnementales sous lesquelles ceux-ci doivent exercer leurs activités. Lors des renouvellements d'autorisation, les effets cumulatifs et les besoins du milieu sont pris en compte pour établir des cibles de réduction des rejets. Le Ministère peut ainsi formuler des normes de rejet de contaminants ou d'autres exigences tenant compte de l'évolution des standards technologiques de réduction reconnus et de la capacité des milieux récepteurs (eau, air, eau souterraine, air ambiant, sols) dans lesquels se situe l'établissement industriel.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 67
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer quels mécanismes ont été mis en place afin de rendre disponible plus facilement et plus rapidement l'information nécessaire aux citoyens afin qu'ils puissent évaluer les risques environnementaux dans le secteur industriel auxquels ils sont exposés.

Veillez vous référer à la réponse de la question 66 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 68
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer si les renseignements suivants sont accessibles au public :

- a. La quantité ou la concentration des contaminants émis, dégagés ou rejetés dans l'environnement par une entreprise détenant un CA.
  - b. Les résultats des inspections effectuées par les représentants du MELCCFP.
  - c. Les cas de non-conformité actuels et ceux qui perdurent.
-

Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, le Ministère diffuse sur son site Web les registres publics prévus expressément par les lois dont il est responsable.

Voici les registres associés aux activités de contrôles pouvant être consulté sur le site Web du MELCCFP :

- [Registre des interventions d'Urgence-Environnement.](#)
- [Registre des sanctions administratives pécuniaires \(SAP\).](#)
- [Registre des ordonnances et avis préalables à l'émission d'une ordonnance.](#)
- [Registre des déclarations de culpabilité.](#)

Lorsqu'un document n'est pas disponible sur le site Web du Ministère, il est possible de faire une demande d'accès aux documents, conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 69
3° GROUPE D'OPPOSITION

Fournir toute étude, note, ainsi que tout document ou mémo à propos des impacts environnementaux du projet GNL/Gazoduc (incluant les impacts sur les milieux naturels, les GES émis, etc.).

Veillez vous référer à la réponse de la question 127 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 70
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir toute étude, note, ainsi que tout document ou mémo à propos des impacts environnementaux du projet de tunnel entre Québec et Lévis, aussi appelé le « 3^e lien » (incluant les impacts sur les milieux naturels, les GES émis, etc.).

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs ne détient aucune information sur le projet de tunnel entre Québec et Lévis, aussi appelé le « 3^e lien ».

L'avis de projet n'a pas été transmis à ce jour par le promoteur (Ministère des Transports et de la Mobilité durable).

État de situation au 31 mars 2023, incluant les sommes injectées en 2022-2023, du suivi de l'engagement de réduire la pression sur l'environnement issue de l'usage des pesticides. Indiquer :

- a. L'échéancier d'adoption d'une nouvelle Loi sur les pesticides;**
- b. L'échéancier d'adoption d'incitatifs économiques (exemple : redevances, permis et compensations) dans le but de réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque et, ainsi, de favoriser l'utilisation de ceux les moins à risque.**

---

a. L'échéancier d'adoption d'une nouvelle Loi sur les pesticides

La loi n°102 est entrée en vigueur le 5 mai 2022. Elle n'avait pas été modifiée substantiellement depuis son adoption en 1987. Les principales modifications visent autant le milieu urbain que le milieu agricole et peuvent se résumer à :

- Instaurer un régime de sanctions administratives pécuniaires;
- Se doter du pouvoir de recourir par règlement à des instruments économiques;
- Évaluer périodiquement les ingrédients actifs visés par la réglementation;
- Ajouter la possibilité d'exiger la réussite d'une formation ou d'une formation continue comme condition de délivrance ou de renouvellement d'un certificat;
- Permettre par règlement d'encadrer et de moduler la surveillance, d'encadrer la possession de pesticides;
- Permettre par règlement de gérer certains déchets sur leur lieu d'utilisation.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) est en mesure de mettre en œuvre certains nouveaux pouvoirs acquis. En effet, des travaux ont été effectués en 2022 afin d'implanter la formation continue comme condition au renouvellement du certificat des professionnels en gestion parasitaire. De plus, dans le cadre du projet d'omnibus réglementaire dont la consultation publique s'est terminée le 8 avril 2023, une mise à jour importante des pesticides interdits en milieu urbain a été proposée.

b. L'échéancier d'adoption d'incitatifs économiques (exemple : redevances, permis et compensations) dans le but de réduire l'utilisation des pesticides les plus à risque et, ainsi, de favoriser l'utilisation de ceux les moins à risque

Un document sur les instruments économique publié par le MELCCFP en 2019 fait état des réflexions :

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/strategie2015-2018/instruments-economiques.htm>.

L'avenue proposée pour le Québec serait de mettre en place une redevance sur les pesticides qui pourrait être majorée en fonction du risque pour la santé et pour l'environnement que présente le pesticide.

Le pouvoir de recourir à des instruments économiques est maintenant introduit dans la Loi sur les pesticides, comme c'est le cas dans la Loi sur la qualité de l'environnement pour d'autres secteurs (exemple : eau, matières résiduelles, matières résiduelles dangereuses). Les outils d'intervention sont maintenant modernisés en vue d'atteindre nos objectifs et permettraient d'être complémentaires avec les programmes en place et la réglementation.

La nature de la redevance et les conditions qui lui seraient applicables seraient déterminées par règlement. Ces propositions feront l'objet de consultations des partenaires concernés en temps opportun et d'une analyse d'impact réglementaire.

Les sommes qui pourraient être recueillies seraient versées dans le Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État. Elles seraient affectées au financement de programmes favorisant la réduction et la rationalisation de l'usage des pesticides. Elles serviraient entre autres à mieux suivre les pesticides dans l'environnement, protéger la biodiversité et surtout poursuivre l'accompagnement des agriculteurs vers une agriculture plus durable, en encourageant l'adoption de meilleures pratiques et l'utilisation de solutions de rechange aux pesticides.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 72
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le nombre de consultations s'étant tenues sur le site Web du ministère afin de sensibiliser les intervenants du milieu agricole et les citoyens à l'utilisation rationnelle et sécuritaire des pesticides les plus à risque.

Veillez vous référer à la réponse de la question 67 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 73
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer les résultats de l'évaluation annuelle de l'effet des mesures mises en place pour réduire la fréquence des dépassements des critères de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques.

Veillez vous référer à la réponse de la question 68 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE No 74
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Indiquer si un document identifiant d'éventuels incitatifs économiques pour encourager l'adoption de meilleures pratiques, l'utilisation de solutions de rechange aux pesticides, le recours aux biopesticides et le développement des connaissances a été produit par le Ministère.

Un document sur les instruments économique publié par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs en 2019 fait état des réflexions :

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/pesticides/strategie2015-2018/instruments-economiques.htm>.

L'avenue proposée pour le Québec serait de mettre en place une redevance sur les pesticides qui pourrait être majorée en fonction des classes et des risques pour la santé et pour l'environnement que présente le pesticide.

Le pouvoir de recourir à des instruments économiques est maintenant introduit dans la Loi sur les pesticides, modernisée en 2022, comme c'est le cas dans la Loi sur la qualité de l'environnement pour d'autres secteurs (exemple : eau, matières résiduelles, matières résiduelles dangereuses). Les outils d'interventions sont maintenant à jour en vue d'atteindre nos objectifs et permettraient d'être complémentaires avec les programmes en place et la réglementation.

La nature de la redevance et les conditions qui lui seraient applicables seraient déterminées par règlement. Ces propositions feront l'objet de consultations des partenaires concernés en temps opportun et d'une analyse d'impact réglementaire.

Les sommes qui pourraient être recueillies seraient versées dans le Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État. Elles seraient affectées au financement de programmes favorisant la réduction et la rationalisation de l'usage des pesticides, qui permettraient entre autres de mieux suivre les pesticides dans l'environnement, de protéger la biodiversité et surtout d'accompagner les agriculteurs vers une agriculture plus durable, en encourageant l'adoption de meilleures pratiques et l'utilisation de solutions de rechange aux pesticides.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 75
3° GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le nombre d'inspections en 2022-2023 visant l'utilisation des pesticides en milieu agricole dans les programmes de contrôle.

Veillez vous référer à la réponse de la question 70 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 76
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Indiquer le nombre d'ETC et les sommes consacrées en 2022-2023 par le ministère au « Programme de suivi de la qualité de l'eau de surface et de l'eau souterraine dans les zones des principales cultures agricoles utilisatrices de pesticides ».

Veillez vous référer à la réponse de la question 72 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 77
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2022-2023 et celles qui le seront pour 2023-2024 pour vérifier la présence de pesticides. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

Veillez vous référer à la réponse de la question 73 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°78
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Détailler le financement annoncé pour l'agriculture durable (125 millions de dollars sur cinq ans) :

- a. Ventiler les dépenses en fonction des 32 recommandations du gouvernement, rendues publiques à la suite de la commission parlementaire sur l'impact des pesticides sur la santé;**
- b. Ventiler par mesure et par programme financés avec ces montants.**

La réalisation du Plan d'agriculture durable de même que la ventilation des sommes relèvent du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Bilan des réalisations du Ministère pour mettre en œuvre la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021. Préciser les actions mises en œuvre en 2022-2023, ainsi que les démarches prévues en 2023-2024, pour :

- a. L'orientation 1 (réduire l'exposition des travailleurs agricoles et de la population générale aux pesticides);**
- b. L'orientation 2 (réduire les résidus de pesticides dans les aliments et les produits végétaux);**
- c. L'orientation 3 (maintenir une biodiversité en milieu agricole et favoriser les organismes bénéfiques) et le budget consacré pour chaque action;**
- d. L'orientation 4 (accroître la protection de l'eau souterraine et de surface) et le budget consacré pour chaque action;**
- e. L'orientation 5 (accélérer le développement de connaissances en gestion intégrée des ennemis des cultures);**
- f. L'orientation 6 (renforcer l'adoption de pratiques agricoles favorisant la gestion intégrée des ennemis des cultures);**
- g. L'orientation 7 (accélérer le transfert de connaissances et encourager la diffusion d'information).**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a lancé en avril 2011 la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 (SPQA), de concert avec les différents partenaires de cette stratégie, soit le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Union des producteurs agricoles. Le Ministère était impliqué dans cinq orientations sur le total des sept orientations de la SPQA.

La SPQA visait une réduction de 25 % des indicateurs de risque d'ici 2021 par rapport à la moyenne de la période de référence 2006-2008. Arrivée à terme en décembre 2021 et pour accélérer la transition vers une agriculture axée sur les bonnes pratiques, le gouvernement a annoncé, en octobre 2020, un Plan d'agriculture durable dans lequel sont introduites de nouvelles cibles de réduction cette fois-ci autant sur les risques associés aux pesticides (réduction de 40 %) que son utilisation (réduction de 500 000 kg i.a. de ventes de pesticides conventionnels).

Le prochain bilan des ventes 2021 permettra de confirmer l'atteinte des objectifs pour les indicateurs de risque.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 80
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Montants octroyés à la préparation de la nouvelle Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture, incluant la production de documents, d'actions et d'outils promotionnels, ainsi que le développement du site WEB.

Cette question relève de la compétence du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 81
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer l'état de situation concernant le bilan de phosphore des exploitations agricoles. Indiquer :

- a. le pourcentage des exploitations agricoles soumises à l'obligation d'effectuer un bilan de phosphore annuel, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;**
  - b. le pourcentage des exploitations agricoles dont le bilan de phosphore annuel ne respecte pas l'équilibre durant toute la durée de la campagne annuelle de culture, et ce, depuis 2011-2012. Ventiler par type de production et de culture;**
  - c. le pourcentage des exploitations agricoles ayant effectué les correctifs nécessaires, l'année suivant l'envoi des lettres « États de situation ».**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 75 de l'opposition officielle.

Fournir la liste des rivières échantillonnées en 2022-2023 et celles qui le seront en 2023-2024 pour vérifier la présence de phosphore. Préciser pour chacune le nombre d'années de suivi.

En 2022-2023, 188 rivières faisaient l'objet d'un suivi pour le phosphore total. Ces rivières étaient réparties dans une centaine de bassins versants de niveau 1 et 2 (un bassin versant de niveau 1 se draine vers le système Saint-Laurent et un bassin versant de niveau 2 se draine vers un bassin de niveau 1).

Un total de 261 sites de prélèvement répartis sur ces rivières a servi à documenter mensuellement les concentrations de phosphore : 75 sites étaient suivis tout au long de l'année et 186 d'avril à novembre, inclusivement. Le phosphore dissous (forme du phosphore la plus disponible pour la croissance des végétaux) était analysé à 218 sites.

Le nombre d'années d'échantillonnage pour les 188 cours d'eau suivis varie selon les cours d'eau. Un grand nombre sont suivis depuis les années les années 1980.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 83
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer le suivi et les mesures correctrices entreprises par le ministère en 2022-2023 pour corriger les dépassements du critère de concentration de phosphore pour la prévention de l'eutrophisation.

Veillez vous référer à la réponse de la question 77 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 84
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Montants alloués en 2022-2023 pour répondre aux objectifs de création d'aires protégées pour 2030.

Pour la création des aires protégées, les sommes suivantes ont été consacrées en 2022-2023 :

Salaire	Fonctionnement	Immobilisation	Transfert	Total
2,2 M\$	1,8 M\$	0,7 M\$	26,0 M\$	30,7 M\$

Budget prévu à la phase 2 de l'étude pour la désignation de l'aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine.

Une somme de 443,4 M\$ sur cinq ans pour la mise en œuvre du Plan Nature 2030, dont 63,1 M\$ en 2023-2024, a été annoncée dans le budget 2023-2024. Cet investissement traduit l'adhésion du Québec aux cibles internationales pour la conservation de la biodiversité, notamment son engagement à atteindre la prochaine cible mondiale de conservation de 30 % de son territoire d'ici 2030.

Une partie de cette somme pourrait être utilisée afin de contribuer à la réalisation d'activités nécessaires pour finaliser l'étude de faisabilité pour un projet d'aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine, un projet en collaboration avec Parcs Canada.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 86
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des aires protégées terrestres qui ont été désignées en 2020 pour atteindre la cible de 17 %.

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des aires protégées désignées en territoire terrestre et en eau douce par le gouvernement du Québec en 2020 pour atteindre la cible de 17 %.

Le 17 décembre 2020, le gouvernement du Québec a annoncé par voie de communiqué de presse avoir atteint la cible de 17 % d'aires protégées en territoire terrestre et en eau douce. Il est à noter que cette annonce comprend les territoires inscrits au Registre des aires protégées en date du 31 décembre 2020, ce qui équivaut à 16,40 %, mais également la réserve de biodiversité projetée des Caribous-Forestiers-de-Manouane-Manicouagan qui a officiellement été désignée, le 4 mars 2021. Par ailleurs, elle incluait également l'engagement gouvernemental de protéger l'entièreté de l'île d'Anticosti.

En date du 31 mars 2023, le réseau d'aires protégées du Québec couvrait 16,75 % de son territoire terrestre et en eau douce.

Région administrative	Aire protégée en territoire terrestre et aquatique désignées en 2020	Superficie en km ²
Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord	Réserve aquatique de la Vallée-de-la-Rivière-Sainte-Marguerite	321,38
Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord	Réserve de biodiversité Akumunan	284,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité des Buttes-et-Buttons-du-Lac-Panache	129,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nord-du-Québec	Réserve de biodiversité Drumlins-du-Lac-Clérac	422,86
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité du Plateau-du-Lac-des-Huit-Chutes	102,7
Côte-Nord	Réserve de biodiversité projetée d'Anticosti	1651,5
Bas-Saint-Laurent	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Assemetquagan	73
Bas-Saint-Laurent	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Chic-Chocs	202,99
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière-Patapédia	99
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de Blanc-Sablon	253
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Caribou	1743,96
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Caribous-Forestiers-de-Manouane-Manicouagan	2360,26
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Côte-de-Harrington-Harbour	835
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Côte-Nord 1	868,83
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Côte-Nord 2	3605,7
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de l'Est-du-Caniapiscau	929
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Gaillarbois	686
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Guichen	500
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Gensart	79

Région administrative	Aire protégée en territoire terrestre et aquatique désignées en 2020	Superficie en km ²
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Matinipi	48
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Ménistouc	40
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Lutaud	810
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Marais-de-la-baie-de-Sept-Îles	18
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière-Moisie	1248,64
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Uapishka	64
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Aawiitakuch	1702
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Assinica	541
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Baie-de-Boatswain	198,78
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Bassin versant de la rivière Innuksuac	9537,8
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Bassin-Aval-de-la-Broadback	1020
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Canyon Eaton	1331
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Caribous-d'Assinica	1006
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Caribous-de-Nottaway	2369
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Chisesaakahiikan	866
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Coldwater-Juneshew-Sibi	1588
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Collines-de-Muskuchii	142,88
Nord-du-Québec	Marais maritime	464,13
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Minahiku-Wachî	2212
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Mishigamish	959
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Namewaakamiishtikw-Piskuchitishu-Siipii	2298
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Neoskweskau-Amont-Eastmain	330
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Nord-Est-du-Lac-Nichicun	2597
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Péninsule-de-Ministikawatin	1330,02
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Pipunishiwin Saahkamiishtiku	5086
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Plaine-de-la-Missisicabi	46,99
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière Arnaud	8942,21
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière George nord	3162,41

Région administrative	Aire protégée en territoire terrestre et aquatique désignées en 2020	Superficie en km ²
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière-Harricana-Nord	326,35
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière-Kanaawpscow-et-Lac-Kukamaw	5719
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivières-Cheno-et-Papas	2062
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Tursujuq centre	106,28
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Tursujuq nord	1345,68
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Tursujuq sud	1532,39
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Waskaganish	1552,95
Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Wichishkw-Uubauquushduuk	3516
Mauricie	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Basses-Collines-du-Lac-Coucou	74
Mauricie	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Brûlis-du-Lac-Oskélanéo	90
Mauricie	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Seigneurie-du-Triton	72
Mauricie	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Vallée-Tousignant	16
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Collines-Nissing-et-Oditan	23,64
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Dunes-de-la-Rivière-Attic	17
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Kanasuta	39,98
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Saint-Cyr	153
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Wetetnagami	151
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Marais-du-Lac-Parent	116
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Corridor Mont-Saint-Pierre	38
Lanaudière	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Forêt-Ouareau	53,37
Lanaudière et Laurentides	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Station-de-Biologie-des-Laurentides	0,89
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Rivière-Belley	46
Saguenay-Lac-Saint-Jean et Mauricie	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Initiative-Triade-Mauricie	88,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nord-du-Québec	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Nibiischii	1840
Capitale-Nationale	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Lac-Lapeyrère	44
Outaouais	Réserve naturelle J.-A.-Fauteux (secteur Béliveau-Labrosse)	0,36
Outaouais	Réserve naturelle J.-A.-Fauteux (secteur Jean-Yves Labrosse)	0,07

Estrie et Montérégie	Réserve naturelle Montagnes-Vertes (secteur Conservation de la nature Québec - Parcelles Marcoux et Bachand)	1,31
Montérégie	Réserve naturelle Quatre-Temps (secteur Nature-Action Québec)	0,03

QUESTION PARTICULIÈRE N° 87
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des aires protégées marines qui ont été désignées en 2020 pour atteindre la cible de 10 %.

Le 13 décembre 2020, le gouvernement du Québec a annoncé par voie de communiqué de presse avoir créé 17 réserves de territoires aux fins d'aires protégées en territoire marin totalisant 14 000 km². Ces territoires ont permis d'ajouter 9,1 % au réseau d'aires marines protégées et de dépasser la cible de 10 %.

Le réseau d'aires marines protégées comprenant les aires marines protégées avec un statut légal et les réserves de territoires aux fins d'aires protégées couvrent désormais 10,4 % du territoire marin québécois, soit 16 140 km².

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des aires protégées désignées en territoire marin par le gouvernement du Québec en 2020 pour atteindre la cible de 10 %.

Région administrative	Aire protégée en territoire marin désignées en 2020	Superficie en km²
Bas-Saint-Laurent	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée des Basques	133,23
Bas-Saint-Laurent	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de Matane-Les Méchins	316,28
Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du centre de l'estuaire	1743,07
Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de Kamouraska	357,03
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de l'Isle-aux-Grues	914,44
Bas-Saint-Laurent et Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée de la Haute-Côte-Nord	1569,20
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée d'Anticosti-Est	939,58
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Banc Beaugé	214,55
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Banc Parent	529,75
Côte-Nord	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Jacques-Cartier	345,51
Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Banc de Bennett	821,12
Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Honguedo-Est	2337,02
Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Sud-est de l'île d'Anticosti	845,3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Banc-des-Américains	1000
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Golfe-Centre	1284,05
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée Honguedo-Ouest	495,71
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Réserve de territoire aux fins d'aire protégée du Talus du plateau madelinien	334,82

Fournir la liste des aires protégées terrestres qui ont été désignées en 2022-2023.

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, 11 territoires ont été mis en réserve et constituent les principaux gains au Registre des aires protégées au Québec. Ensemble, ils représentent une superficie nouvellement protégée de 730 km². Il est à noter que le territoire mis en réserve est une désignation légale, en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, qui permet l'inscription d'un territoire au Registre des aires protégées au Québec.

D'autres aires protégées créées et gérées par des acteurs externes ont également pu être désignées.

Pour la liste des ajouts en aires protégées au cours de la dernière année, par région, veuillez vous référer à la réponse à la question particulière 39 de l'opposition officielle, tableau 1.

Par ailleurs, le 17 juin 2022, le gouvernement a fait part de son intention de protéger 11 autres territoires, situés dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de l'Outaouais, de la Côte-Nord, de Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, de Chaudière-Appalaches et du Bas-Saint-Laurent. Des démarches sont en cours afin de mettre ces territoires en réserve.

Fournir la liste des aires protégées marines qui ont été désignées en 2022-2023.

Aucune nouvelle désignation d'aire marine protégée n'a été réalisée en 2022-2023.

Le 10 mars 2023, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont toutefois annoncé leur intention commune d'amorcer les étapes permettant d'agrandir les limites du parc marin du Saguenay-Saint-Laurent. Ce projet permettrait de mettre un statut légal d'aire marine protégée sur une partie significative des réserves de territoires aux fins d'aires protégées mises en place dans l'estuaire en décembre 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 90
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des 83 projets d'aires protégées qui n'ont pas été retenus pour l'atteinte des objectifs de 2020 (17 % d'aires protégées terrestres et 10 % d'aires protégées marines)

Parmi les 83 projets qui ne se sont pas concrétisés en 2020 pour l'atteinte de la cible en milieu continental de 17 %, plusieurs ont été protégés depuis.

Le tableau ci-dessous présente les autres projets d'aire protégée en milieu continental, qui font toujours l'objet d'une analyse. Parmi ceux-ci, 11 ont fait l'objet d'une annonce d'intention de mise en réserve le 17 juin 2022 (marqués d'un * dans le tableau ci-dessous).

Le gouvernement poursuivra les démarches d'analyse de ces projets d'aire protégée dans le cadre de l'atteinte de sa nouvelle cible visant la conservation de 30 % de son territoire d'ici 2030 ainsi que par la mise en place des nouveaux outils de conservation issus de la Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions, telles que l'aire protégée d'utilisation durable.

Région administrative	Projet d'aire protégée non retenue	Superficie approximative en km ²
Bas-Saint-Laurent	*Rivière-Cascapédia	347
Bas-Saint-Laurent	*Duchénier	90
Bas-Saint-Laurent	*Rivière-Causapscal	74
Bas-Saint-Laurent	Lac de l'Est	78
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lac du Banc de Sable	40
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve aquatique projetée Lac-au-Foin (agrandissement)	24
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité projetée Onistagane (agrandissement)	409
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site patrimonial lac des Cygnes	44
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site patrimonial lac Élane	12
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site patrimonial lac aux Rats	5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Site patrimonial rivière Mistassibi nord-est	27
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Petite rivière Péribonka	18
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lacs David et Grand Brochet	105
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité projetée Îles du Pipmuacan (agrandissement)	51
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lac Connelly	245
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve aquatique projetée Rivière Ashuapmushuan (agrandissement)	13
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité projetée Plateau-de-la-Pierriche (agrandissement)	192

Région administrative	Projet d'aire protégée non retenue	Superficie approximative en km ²
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rivière du Sapin Croche	157
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réserve de biodiversité projetée Îles du Pipmuacan (agrandissement)	91
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lac Marquette	116
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lac Charnois	71
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Nord Pipmuacan	245
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lacs Rohault et Nicabau	179
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rivière aux Écorces	315
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Sud lac Kénogami	137
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Pipmuacan	332
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rivière du Chef	233
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rivière la Tourette	286
Capitale-Nationale	Rivière Pikauba	166
Outaouais	Cabonga	201
Outaouais	*Rivières-Noire-et-Coulonge	822
Outaouais et Abitibi-Témiscamingue	*Réserve aquatique projetée Rivière-Dumoine (agrandissement)	313
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue, Laurentides et Lanaudière	Rivière-Fortier	545
Abitibi-Témiscamingue	*Réserve de biodiversité projetée Ruisseau-Serpent (agrandissement)	73
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de biodiversité projetée Maganasipi (agrandissement)	105
Abitibi-Témiscamingue	Réserve de biodiversité projetée Wanaki (agrandissement)	224
Abitibi-Témiscamingue	Marais Maine	10
Abitibi-Témiscamingue	Lacs-Coigny-et-Bernetz	161
Abitibi-Témiscamingue	Îles-du-Kipawa	48
Abitibi-Témiscamingue	Capitachouane	311
Abitibi-Témiscamingue	Emerson-Foligny	310
Abitibi-Témiscamingue	Lac à la Truite	276
Abitibi-Témiscamingue	Lacs aux Foins et Watson	147
Côte-Nord	*Réserve de biodiversité projetée Lac-Frégate	19
Côte-Nord	Lac-Berté	243
Côte-Nord	*Vallée-de-la-Rivière-Godbout	209
Côte-Nord	Réserve aquatique projetée Magpie (agrandissement)	2 602
Côte-Nord	Lac Fontaine	104

Région administrative	Projet d'aire protégée non retenue	Superficie approximative en km ²
Côte-Nord	Lac Martinsyde	116
Côte-Nord	Outardes 4	535
Côte-Nord	Portion secteur prioritaire caribou	310
Côte-Nord	Rivière Laval	410
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Mont Sainte-Anne	57
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Corridor Forillon	45
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	*Mont-Saint-Pierre	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Vallières de Saint-Réal	95
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Grande-Rivière	147
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Tête rivière Saint-Jean	149
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Pin Rouge	106
Chaudière-Appalaches	*Notre-Dame	4
Chaudière-Appalaches	Mont Sugar-Loaf	25
Chaudière-Appalaches	Rivière Daaquam	17
Chaudière-Appalaches	Massif du Sud	22
Chaudière-Appalaches	*Seigneurie-de-Joly	11
Lanaudière	Réserve de biodiversité projetée Lac-Némiscachingue nord (agrandissement)	41
Lanaudière	Lac-Collin	12
Lanaudière	Lac-Troyes	83
Lanaudière et Laurentides	Réserve aquatique projetée Haute-Rouge (agrandissement)	10
Lanaudière et Laurentides	Réserve de biodiversité projetée Lac-Némiscachingue ouest (agrandissement)	130
Laurentides	Tourbière Notawissi	196

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 91
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Indiquer quelles sommes ont été allouées depuis 5 ans et prévues en 2022-2023 pour répondre aux préoccupations du Commissaire au développement durable qui jugeait insatisfaisants les efforts gouvernementaux en matière d'adoption des Orientations en matière de diversité biologique.

Aucune somme n'a été allouée à la mise en œuvre des Orientations en matière de diversité biologiques (OGDB) depuis 2013. Les Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique sont arrivées à échéance fin 2020.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 92
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer les montants alloués en 2022-2023 pour:

- a) La mise en œuvre des plans de rétablissement des espèces menacées ou vulnérables;**
  - b) Les rencontres et le travail des équipes de rétablissement existantes. Fournir les dates de rencontre.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 80 des questions particulières de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 93
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Mesures prises par le ministère en 2022-2023 pour tenir compte des milieux humides et hydriques lors des différentes étapes de planification du développement et de l'aménagement du territoire dans le but d'assurer leur conservation et leur gestion durable.

Veillez vous référer à la réponse de la question 83 des questions particulières de l'opposition officielle.

État de situation au 31 mars 2023, des milieux humides et hydriques au Québec. Indiquer l'évolution des superficies, et ce, depuis 2006. Indiquer :

- a. la région administrative;**
  - b. l'objet du document délivré;**
  - c. le nom du demandeur;**
  - d. la date de réception;**
  - e. la date de délivrance;**
  - f. le numéro du document;**
  - g. la perte autorisée de milieu humide ou hydrique (en ha);**
  - h. la description de la mesure de compensation;**
  - i. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur le site même (en ha);**
  - j. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques sur un site adjacent (en ha);**
  - k. la superficie totale de la compensation en milieux humides ou hydriques ailleurs (en ha).**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 84 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 95
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation, au 31 mars 2023, sur le suivi des dossiers du ministère pour déterminer les superficies par type de mesures de compensation associées aux dossiers.

Veillez vous référer à la réponse de la question 85 de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 96
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir une ventilation des sommes engagées en 2022-2023 pour la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre.

Veillez-vous référer à la réponse de la question 86 des questions particulières de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°97
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la ventilation des sommes engagées en 2022-2023 pour l'amélioration de la protection des sources d'eau potable. Prévisions pour 2023-2024

Veillez vous référer à la réponse de la question 43 des questions particulières de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°98
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en œuvre des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB), notamment :

- a. L'élaboration d'outils économiques favorables au maintien de la diversité biologique;**
- b. La protection des espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats;**
- c. La prise en compte de la diversité biologique par les entreprises;**
- d. La protection des écosystèmes afin de maintenir la production des services écologiques essentiels;**
- e. La restauration et l'aménagement des écosystèmes pour optimiser les services écologiques rendus;**
- f. L'acquisition de connaissances pour soutenir une prise de décision éclairée;**
- g. La sensibilisation, l'information et l'éducation relatives à l'importance de conserver la diversité biologique et à la valeur des services écologiques.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 87 des questions particulières de l'opposition officielle.

État de situation, au 31 mars 2023, sur les travaux du Comité directeur interministériel sur la diversité biologique, mandaté pour produire un portrait des actions en cours au regard des Objectifs d'Aichi ainsi que sur les travaux des autres comités en soutien aux OGDB. Fournir les résultats obtenus par les réunions des différents comités.

Dès 1992, le Québec s'engageait, par décret, à adhérer aux principes et aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB), à s'y déclarer lié et à mettre la Convention en œuvre sur son territoire en tenant compte de ses compétences, de ses politiques et programmes et ce, conformément à ses propres priorités et échéanciers.

L'adoption des Orientations gouvernementales en matière de diversité biologique (OGDB), en juin 2013, représentait une première réponse du Québec aux Objectifs d'Aichi (OA) pour la biodiversité contenue au Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB. Ces orientations, arrivées à échéance fin 2020, visaient la prise en compte de la biodiversité dans la planification et la mise en œuvre de l'action gouvernementale et concernaient plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Les sept orientations gouvernementales retenues s'articulaient autour de trois enjeux correspondant aux différents volets du développement durable, et elles offraient un pendant aux vingt (20) Objectifs d'Aichi en permettant d'agir sur l'ensemble des problématiques ciblées.

Un groupe de travail interministériel a été mandaté pour produire un bilan des actions gouvernementales répondant aux Objectifs d'Aichi, identifier d'éventuelles lacunes et proposer, le cas échéant, des actions complémentaires à mettre en place afin que le Québec contribue efficacement à la mise en œuvre du prochain Cadre mondial sur la biodiversité, adopté à Montréal en décembre 2022.

Une première consultation gouvernementale avait eu lieu en 2015 ainsi qu'un exercice de concordance entre les OGDB et les Objectifs d'Aichi. Une deuxième consultation gouvernementale, réalisée en 2019-2020, a permis de compléter l'analyse. Le *Rapport sur la contribution du Québec au Plan stratégique de la Convention des Nations-Unies sur la diversité biologique 2011-2020 et ses Objectifs d'Aichi* est disponible sur le site internet du ministère depuis février 2022.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 100
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation de toutes les aires protégées créées pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :

- a) Nom de l'aire protégée créée en 2022-2023;**
  - b) Désignation;**
  - c) Superficie ajoutée en km²;**
  - d) Superficie en pourcentage du territoire.**
-

Veillez-vous référer à la réponse de la question 88 des questions particulières de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 101
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation de toutes les aires protégées en cours de désignation pour atteindre les engagements internationaux de la Convention sur la diversité biologique :

- a) Nom de l'aire protégée en cours d'élaboration en 2022-2023;**
  - b) Désignation;**
  - c) Superficie envisagée en km²;**
  - d) Superficie envisagée en pourcentage du territoire;**
  - e) État d'avancement;**
  - f) Date de la prochaine étape;**
  - g) Description de la prochaine étape.**
-

Veillez-vous référer à la réponse de la question 88 des questions particulières de l'opposition officielle.

État d'avancement, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine. Prévisions des démarches pour 2023-2024 (consultations prévues, échéanciers, rapports attendus). Fournir :

- a. La liste des recommandations actuellement à l'étude par le MELCC et Parcs Canada;**
- b. Le budget prévu en 2023-2024 pour la phase 2 de l'étude;**
- c. Le projet d'accord discuté au sein du Groupe de travail Canada-Québec sur les aires marines protégées.**

Depuis 2011, plusieurs études ont été réalisées par l'Université du Québec à Rimouski, la firme Cultura et Pêches et Océans Canada pour caractériser, d'un point de vue écologique, économique, social et culturel, le milieu marin des Îles-de-la-Madeleine et évaluer le potentiel de ce territoire pour la création d'une aire marine protégée. Les différents rapports sont disponibles sur le site Internet du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Une première rencontre du comité de concertation, formé de différents acteurs de la communauté maritime, visant à réaliser une étude de faisabilité pour une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine a eu lieu le 16 décembre 2019 à Cap-aux-Meules. Une seconde et troisième rencontre ont eu lieu le 5 mars 2020 et le 17 mars 2023.

L'étude de faisabilité amorcée en 2020 est en cours. Cette démarche coordonnée avec Parcs Canada et discutée avec le comité de concertation vise à déterminer si une aire marine protégée doit être établie sur ce territoire. Cette étude se poursuivra jusqu'en 2025.

B) Une somme de 443,4 M\$ sur cinq ans pour la mise en œuvre du Plan Nature 2030, dont 63,1 M\$ en 2023-2024, a été annoncée dans le budget 2023-2024. Le détail des montants alloués spécifiquement pour l'atteinte de la cible de 30 %, et à la réalisation d'activités nécessaires pour finaliser l'étude de faisabilité pour un projet d'aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine, n'est pas encore déterminé.

C) Aucun projet d'accord n'est actuellement en discussion entre le gouvernement du Canada et du Québec.

État de situation, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée dans l'estuaire du Saint-Laurent. Fournir :

- a. L'état d'avancement du projet d'entente-cadre;**
  - b. La date de la prochaine étape.**
-

Plusieurs ministères du Québec et du Canada ont œuvré, au sein du Groupe bilatéral sur les aires marines protégées (GBAMP), au développement d'une entente intergouvernementale afin de favoriser l'établissement d'un réseau d'aires marines protégées au Québec. L'entente signée par l'ensemble des parties est entrée en vigueur le 19 mars 2018.

Des séances d'information auprès des communautés autochtones et des intervenants concernés ont eu lieu en juin 2019 afin de présenter les secteurs d'intérêt identifiés pour un projet d'aire marine protégée (AMP) dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent.

Le 13 décembre 2020, le Québec a annoncé la création de réserves de territoires aux fins d'aires protégées dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent afin de protéger plusieurs zones d'intérêt écologique de différentes activités industrielles, dont les activités associées à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles (minières, gazières et pétrolières) ainsi qu'à l'exploitation des forces hydrauliques et toute production commerciale ou industrielle d'énergie.

Le 10 mars 2023, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont annoncé leur intention commune d'amorcer les étapes permettant d'agrandir les limites du parc marin du Saguenay-Saint-Laurent. Ce projet permettrait de mettre un statut légal d'aire marine protégée sur une partie significative des réserves de territoires aux fins d'aires protégées mises en place dans l'estuaire en décembre 2020.

État de situation, au 31 mars 2023, de la désignation d'une aire marine protégée au Banc des Américains. Fournir :

- a. L'état d'avancement du projet d'entente-cadre;**
- b. La date de la prochaine étape.**

Plusieurs ministères du Québec et du Canada ont œuvré, au sein du Groupe bilatéral sur les aires marines protégées (GBAMP), au développement d'une entente de collaboration entre les deux gouvernements afin de favoriser l'établissement d'un réseau d'aires marines protégées (AMP) au Québec. L'entente est entrée en vigueur le 19 mars 2018.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et Pêches et Océans (MPO) Canada ont d'ailleurs collaborer au développement d'un projet conjoint d'aire marine protégée au banc des Américains (en Gaspésie), en partenariat avec plusieurs ministères, dont le ministère des Ressources naturelles et des Forêts et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un accord intergouvernemental a été signé et est entré en vigueur le 4 mars 2019.

Le 13 décembre 2020, le Québec a annoncé la création de réserves de territoires aux fins d'aires protégées dans l'estuaire et le nord du golfe du Saint-Laurent dans l'attente d'un statut légal d'AMP, dont celle du Banc-des-Américains. Le réseau d'aires marines protégées et les territoires mis en réserve couvre désormais environ 10,4 % du territoire marin au Québec.

Le 7 octobre 2021, le Québec a attribué le statut de réserve aquatique projetée en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel au banc des Américains afin de concrétiser la protection légale de ce territoire. À terme, l'AMP du Banc-des-Américains, d'une superficie de 1 000 km², se verra octroyer le statut permanent de réserve marine. L'AMP du Banc-des-Américains est la première bénéficiant d'un double statut de protection, soit de zone de protection marine du MPO et de réserve aquatique projetée. Un comité de gestion Canada-Québec a été mis en place.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 105
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes. Via le Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
  - b. la description du projet;**
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;**
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);**
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);**
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autre cobénéfices.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 70 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 106
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir toutes les analyses et évaluations portant sur les différents programmes et actions du PACC 2013-2020, au 31 mars 2023.

Le Plan d'action sur les changements climatiques (PACC) 2013-2020 s'est terminé le 31 mars 2021. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques s'est acquitté de son obligation de reddition de comptes en publiant, au printemps 2022, un bilan du PACC 2013-2020. Cette édition unique fournissait un état de situation pour les années financières 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 107
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes, par le biais du Fonds d'électrification et de changements climatiques, dans le cadre de la mise en œuvre du PEV 2030. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;**
  - b. la description du projet;**
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;**
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);**
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);**
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée et/ou autre cobénéfices.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 70 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 108
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du PEV 2030, fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt CO₂);**
  - b. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;**
  - c. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);**
  - d. les investissements totaux des projets (en millions \$);**
  - e. les aides financières totales du ministère (en millions \$);**
  - f. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);**
  - g. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**
-

Veillez vous référer à la question particulière N° 124 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 109
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du PMO 2021-2026, fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt CO2);**
  - b. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;**
  - c. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO2);**
  - d. les investissements totaux des projets (en millions \$);**
  - e. les aides financières totales du ministère (en millions \$);**
  - f. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);**
  - g. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**
-

Veillez vous référer à la réponse à votre question 108.

Indiquer si des ETC et des sommes sont actuellement déployés par le ministère pour produire des scénarios de trajectoire des émissions de GES d'ici 2025 et d'ici 2030. Si oui, préciser les bénéficiaires des contrats.

Deux initiatives ont contribué à établir des scénarios de trajectoire des émissions de GES.

Tout d'abord, un mandat a été confié, en 2017, par appel d'offres public au consultant Dunsky Expertise en énergie, qui travaille en collaboration avec Esmia Consultants, pour développer des trajectoires de réduction d'émissions de GES, d'ici 2030 et 2050. Cette étude visait à présenter les résultats d'un modèle d'optimisation qui considère l'ensemble des solutions technologiques et autres, connues ou prévisibles en 2018, afin d'atteindre la cible de 2030 et l'objectif de 2050, au plus bas coût et à l'intérieur de contraintes qui lui ont été imposées. Des scénarios alternatifs ont également été modélisés, afin de tester la sensibilité des résultats de la modélisation précédente face à différents facteurs tels que les projections de la demande, les risques technologiques ou les contraintes d'acceptabilité sociale. Un premier rapport a été rendu public, en juin 2019. Les sommes pour réaliser ce premier rapport se sont élevées à 201 914 \$ et ont exigé l'apport d'environ 0,5 ETC du ministère pour le suivi.

Toujours dans le cadre de ce mandat, un deuxième et dernier livrable, publié dans un nouveau rapport en juin 2021, a été réalisé par les consultants pour documenter les solutions permettant l'atteinte de la carboneutralité en 2050. Ce livrable inclut également une mise à jour des hypothèses et des solutions pour la cible de 2030. Une somme de 168 176 \$ et 1/3 d'ETC lui ont été dédiés.

En parallèle de ce mandat, le gouvernement a aussi entrepris, en 2019, une autre initiative visant cette fois à développer son expertise en la matière par le développement de son propre modèle, soit le projet SEQUENCE. Ce projet, mené en collaboration avec le ministère des Finances (MFQ), permet de développer la capacité interne du gouvernement à réaliser ce type d'évaluation par lui-même. Les travaux réalisés sur le modèle développé permettent déjà d'établir des trajectoires de réduction des émissions de GES, à l'horizon 2030, et éventuellement sur le moyen et long terme, ainsi que d'évaluer les impacts de mesures en changements climatiques telles que le Plan de mise en œuvre 2021-2026 du Plan pour une économie verte 2030, par exemple. Ces travaux font appel à l'expertise de plus d'une dizaine de personnes au sein du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (l'équivalent d'environ 2,5 ETC, globalement). Tel que mentionné précédemment, ces travaux se font conjointement avec le MFQ où des ETC sont également mis à contribution.

Fournir les résultats de toutes les stations mesurant la qualité de l'air du Québec pour les 5 dernières années.

Les données validées disponibles du 1er janvier 2007 au 30 janvier 2023 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec (RSQAQ) sont maintenant disponibles sur la plateforme Données Québec :

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset?organization=&q=rsqaq>.

Elles seront mises à jour de façon trimestrielle. Auparavant, seulement cinq ans de données étaient présentées sur le site Web du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, mais il était possible d'obtenir les autres par le service Info-Air.

La mise en ligne de ces données sur la plateforme permet donc un accès facilité et gratuit à celles-ci. Le reste des données disponibles au Ministère, soit les données historiques, seront mises en ligne sur Données Québec dès que possible.

Le tout est réalisé dans un souci de transparence envers la population et permet de répondre à de nombreuses préoccupations citoyennes.

Indiquer l'état d'avancement des travaux d'implantation de nouveaux protocoles de crédits compensatoires pour l'Ontario et le Québec, en précisant à quelle étape le ministère en est rendu :

- a. recherche et revue détaillée de protocoles existants;
- b. recommandations sur le protocole retenu pour l'adaptation;
- c. préparation et rédaction d'un projet de protocole adapté;
- d. possibilité pour les parties prenantes et le public de fournir des commentaires lors des différentes étapes du projet;
- e. préparation d'un projet final de chaque protocole et leur remise au Québec et à l'Ontario pour leur considération finale, par le biais de leur processus de modification réglementaire;
- f. processus réglementaire avec période de consultations publiques.

Vérifier cet état d'avancement en fonction de chaque protocole projeté par le ministère :

- i. Réduction des émissions de N₂O imputables à la gestion des engrais agricoles;
- ii. Réduction des émissions imputables au bétail;
- iii. Digestion des déchets organiques;
- iv. Gestion des déchets organiques;
- v. Séquestration du carbone en milieu forestier;
- vi. Boisement;
- vii. Forêts urbaines;
- viii. Préservation des prairies indigènes;
- ix. Stockage du carbone dans les cultures;
- x. Conversion des systèmes de réfrigération.

Indiquer :

1. le total des crédits délivrés (t eq. CO₂) des projets de crédits compensatoires en date du 31 mars 2023;
2. le total des projets de crédits compensatoires (t eq. CO₂) en date du 31 mars 2023.

En septembre 2015, une entente a été conclue entre le Québec et l'Ontario en vue de la mise en place d'un projet conjoint d'adaptation de plusieurs protocoles de crédits compensatoires. À cette entente figuraient treize sujets potentiels de protocoles. Or, avec le retrait de l'Ontario en 2018 du marché du carbone du Québec et de la Californie, l'Ontario a aussi mis fin au projet conjoint pour l'élaboration de protocoles de crédits compensatoires.

Avant la fin du projet, le consultant avait livré trois projets finaux de protocoles en version technique, correspondant à trois protocoles en vigueur au Québec ainsi qu'une version technique avancée sur un quatrième protocole portant sur la conversion des systèmes de réfrigération.

Avec le retrait de l'Ontario, le Québec a poursuivi l'élaboration de protocoles de crédits compensatoires selon ses besoins spécifiques, tout en considérant le potentiel de réduction d'émissions au Québec.

Plus d'informations sur les protocoles en développement sont disponibles sur le site Internet du MELCCFP dans la section « Marché du carbone ».

Par ailleurs, en date du 31 mars 2023, 22 projets de crédits compensatoires avaient été enregistrés, et un total de 1 311 034 crédits compensatoires avaient été délivrés par le gouvernement du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 113
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir tous documents, notes ou estimations de la quantité de droits d'émission qui devront être achetés hors Québec d'ici 2030 dans le cadre du SPEDE.

Cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.

État d'avancement, au 31 mars 2023, du projet de politique québécoise de l'air.

Veillez vous référer à la réponse de la question 91 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 115
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Ventiler, en date du 31 mars 2023, en fonction de la ventilation de l'article 15.4.40 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, les sommes annuelles portées aux crédits du Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

Veillez vous référer à la réponse de la question 92 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Indiquer si le Ministère a reçu les trois rapports de reddition de compte pour les trois premiers projets de biométhanisation en marche : Ville de Saint-Hyacinthe, municipalité régionale de comté (MRC) du Rocher-Percé et Ville de Rimouski.

L'objectif principal du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (PTMOBC) est de réduire la quantité de matières organiques destinée à l'élimination afin de favoriser la réalisation des objectifs environnementaux prévus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR) et dans la Stratégie de valorisation de la matière organique.

Le PTMOBC permet également de réduire les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES) afin de contribuer aux objectifs québécois en matière de lutte contre les changements climatiques.

À ce jour, vingt-huit projets ont été approuvés, incluant un projet par décret et dont dix-sept projets sont actuellement en exploitation. Ils évoluent à des rythmes différents et ne sont pas de même envergure. Ces dix-sept projets ont atteint l'étape où ils doivent soumettre la reddition de comptes annuelle permettant de démontrer l'atteinte des objectifs auxquels ils se sont engagés, soit :

- Ville de Saint-Hyacinthe – phase 1, biométhanisation;
- Ville de Saint-Hyacinthe – phase 2, biométhanisation;
- MRC du Rocher-Percé, compostage;
- Ville de Rimouski, compostage;
- Multitech Environnement, compostage;
- Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre, compostage;
- Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (RIGDSC), compostage;
- Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SEMER), biométhanisation.
- Société d'économie mixte de l'est de la couronne sud de Montréal (SEMECS), biométhanisation;
- Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (RIGMRBM), compostage;
- MRC de l'Abitibi, compostage;
- Régie intermunicipale des déchets de la Rouge (RIDR) – phase 1, compostage;
- Régie intermunicipale des déchets de la Rouge (RIDR) – phase 2, compostage;
- MRC de la Vallée-de-Gatineau, compostage;
- MRC de la Vallée-de-l'Or, compostage;
- Régie d'assainissement d'eau de la Vallée-du-Richelieu, biométhanisation (RAEVR);
- Centre régional de traitement de la matière organique (CRTMO), compostage.

Quant aux projets d'acquisition d'équipements de collecte résidentielle de matières organiques, vingt-six projets ont été approuvés à ce jour dans le cadre du volet 2 du PTMOBC.

Les rapports pour l'année 2021 ont tous été reçus. En ce qui concerne les redditions de comptes des réductions des émissions de GES, il ne reste plus que celles de la Ville de Saint-Hyacinthe (phase 2) : la direction de l'expertise sur les réductions des émissions de GES du ministère est en communication régulière avec le consultant de la Ville pour l'accompagner à finaliser ses redditions de comptes relatives à la réduction des émissions de GES.

Les rapports pour l'année 2022 sont attendus pour le 31 mars 2023.

Le cadre normatif prévoit un délai de cinq années pour que les demandeurs atteignent les objectifs environnementaux du Programme. Les projets de Saint-Hyacinthe (phase 1), de la MRC du Rocher-Percé, de Multitech Environnement, de la Ville de Rimouski, de la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre (RIDL) et de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la région de Coaticook (RIGDSC) ont effectué leurs cinq années complètes d'exploitation.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°117
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Ventilation des LET en activité au 31 mars 2023, en fonction :

a) des émissions de GES de chaque LET (à jour);

b) de la contribution d'émissions de GES pour chaque LET par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.

Veillez vous référer à la réponse de la question 93 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 118
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Ventilation des LES en activité au 31 mars 2023, en fonction :

a) des émissions de GES de chaque LES (à jour);

b) de la contribution d'émissions de GES pour chaque LES par rapport au bilan total des émissions de GES du Québec.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 94 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 119
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir tous les documents ou notes relatifs au portrait global de la gestion des matières résiduelles au Québec, ventilé par région, incluant :

- a) le taux de récupération et de réutilisation des matières, ventilé par matières;**
  - b) la quantité de matériaux recyclables ou réutilisables qui finissent dans des sites d'enfouissement;**
  - c) la quantité de déchets produits, par catégorie.**
-

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

État de situation au 31 mars 2023 des débouchés du verre au Québec.

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 121
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec.

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 122
3^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de consigne au Québec.

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

État de situation, au 31 mars 2023, de la modernisation de système de collecte sélective.

Cette question sera répondue par Recyc-Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 124
3^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2023, de la réduction du gaspillage alimentaire et de la stratégie gouvernementale en préparation. Inclure tout document du chantier de réflexion.

Veillez vous référer à la réponse de la question 18 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 125
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir la ventilation des compensations versées aux municipalités en 2022-2023.

Veillez vous référer à la réponse de la question 70 des renseignements généraux.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 126
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Fournir, pour 2022-2023, le montant des frais de gestion et des autres dépenses liés au régime de compensation ainsi que ceux de Recyc-Québec.

Veillez vous référer à la réponse de la question 102 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 127
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Fournir l'évaluation du pourcentage de matières orphelines récupéré par les services municipaux et indiquer les démarches de Recyc-Québec et du ministère pour élargir le régime à d'autres matières orphelines.

Veillez vous référer à la réponse de la question 103 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 128
3^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en place d'un système de traçabilité des sols contaminés.

Veillez vous référer à la réponse de la question 104 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 129
3° GROUPE D'OPPOSITION

Ventiler les montants et les projets réalisés avec le budget de 100 millions alloué à la décontamination des terres contaminées à Montréal.

Veillez vous référer aux réponses des questions particulières 105 et 106 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 130
3^e GROUPE D'OPPOSITION

**Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du ministère.
Ventiler par type d'activité :**

- a. liste des cas;**
  - b. date;**
  - c. coûts cumulés de l'intervention pris en charge par l'État au 31 mars 2023;**
  - d. montants réclamés aux fautifs pour 2022-2023;**
  - e. articles de loi et/ou de règlement impliqués;**
  - f. cas ayant nécessité l'intervention de la Santé publique.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 108 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 131
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Nombre des certificats d'autorisation délivrés par le ministère concernant l'exploration ou l'exploitation de pétrole conventionnel ou de pétrole non conventionnel, de gaz conventionnel et de gaz non conventionnel au Québec. Liste des entreprises ou des personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise ou par personne et par région.

Veillez vous référer à la réponse de la question 109 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 132
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'avis de non-conformité à la Loi sur la qualité de l'environnement émis par le ministère pour les travaux de recherche d'hydrocarbures depuis 2010. Ventiler par puits.

Veillez vous référer à la réponse de la question 110 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 133
3^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation, au 31 mars 2023, sur la mise en œuvre des avis et des recommandations du rapport du BAPE sur la filière uranifère par le comité interministériel en charge.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 134
3° GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES,
DE LA FAUNE ET DES PARCS**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

3^e GROUPE D'OPPOSITION
Secteurs Faune - Parcs - Transition énergétique

Avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DE LA FAUNE ET DES PARCS
QUESTIONS PARTICULIÈRES - 3^e GROUPE D'OPPOSITION - Secteurs Faune et Parcs

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-1	ETC - Faune	Depuis les dix dernières années, le nombre d'employés du ministère dont les champs d'exercice sont la chasse et la pêche. Fournir une ventilation par département, par région et par bureau.
QP3-2	ETC - Faune	Depuis dix ans, évolution, par année, du nombre d'agents de protection de la faune. Indiquer les ETC correspondants. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser également si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.
QP3-3	ETC - Faune	Depuis dix ans, évolution du nombre de cadres affectés à la protection de la faune. Fournir une ventilation par région et par bureau.
QP3-4	ETC - Faune	Nombre de maîtres-chiens affectés à la protection de la faune. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser également si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.
QP3-5	ETC - Faune	Depuis 10 ans, le nombre d'agents de protection de la faune issus des communautés autochtones. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.
QP3-6	ETC - Faune	Depuis dix ans, évolution, par année, du nombre d'assistants à la protection de la faune. Indiquer les ETC correspondants. Fournir une ventilation par région et par bureau.
QP3-7	ETC - Faune	Depuis dix ans, pour les agents de protection de la faune, dépenses de transport moyennes, ventilées par type de véhicule, incluant le coût d'achat ou de location.
QP3-8	ETC - Faune	Depuis dix ans, pour les agents de protection de la faune, dépenses reliées à l'habillement.
QP3-9	Budget - Faune	Évolution des budgets dévolus aux bureaux régionaux au cours des cinq dernières années. Prévisions pour 2023-2024. Ventiler par année, par bureau, par région.
QP3-10	Permis	Fournir le nombre et la liste des permis demandés et accordés au cours des 5 dernières années. Fournir également la somme totale obtenue par le ministère pour leur octroi, de même que le nombre et la liste de ces permis en vigueur au 31 mars 2019, et ce, pour le service informatisé de vente de permis et chacun des permis suivants : a.permis SEG; b.permis d'initiation à la chasse; c.permis de centre d'observation de la faune; d.permis de jardin zoologique; e.permis de pêche sportive.
QP3-11	Ensemencement	Concernant le Programme de soutien financier pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau, fournir : a.le nombre et la liste des projets présentés au ministère de même que les sommes réclamées, ventilés par région; b.le nombre et la liste des projets acceptés, par volet, et la somme allouée par projet, ventilés par région.
QP3-12	Original	Résultats et bilan du Plan de gestion de l'original 2012-2019.
QP3-13	Permis	Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.
QP3-14	Permis	Dépôt des études, des rapports ou de tout autre document concernant une nouvelle révision tarifaire des différents permis délivrés par le ministère.
QP3-15	Ours	Bilan du plan de gestion de la chasse à l'ours pour le Québec, y compris : a.le nombre de pourvoyeurs qui ont des permis dans chaque région; b.l'espacement, en kilomètres, entre chaque pourvoyeur; c.le nombre de permis par pourvoyeur.
QP3-16	Permis	Liste des ventes de : a.tous les permis de chasse (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce; b.tous les permis de pêche (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce.
QP3-17	Braconnage	État des investissements réalisés pour contrer le braconnage dans les parcs nationaux du Québec pour les années 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.
QP3-18	Braconnage	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.
QP3-19	Permis	Total des revenus générés par la vente de permis octroyés par le ministère, ventilé par région, par type de permis et par espèce.
QP3-20	Braconnage	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.
QP3-21	Infractions	Nombre d'infractions dont les dossiers ont été abandonnés ou qui n'ont pas complété la procédure judiciaire.
QP3-22	Budget - Faune	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.
QP3-23	ETC - Faune	Pour l'ensemble du ministère, donner le détail des postes existant en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en ventilant par titre et lieu de l'emploi.
QP3-24	Budget - Faune	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.
QP3-25	Budget - Faune	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2023-2024 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
QP3-26	PEV	Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan pour une économie verte 2030, fournir la liste des projets, par région.
QP3-27	Pêche	Études, analyses et tout autre document pertinent concernant les modifications apportées à la pêche aux poissons appâts.
QP3-28	Espèces envahissantes	Depuis cinq ans, budget consacré à la lutte contre les espèces envahissantes, ventilé par espèce, par région et par année. Prévisions pour 2023-2024.
QP3-29	Espèces envahissantes	État de situation concernant les démarches entreprises auprès des États ou provinces frontaliers concernant la lutte contre les espèces envahissantes.
QP3-30	Pêche	État de situation concernant les démarches entreprises auprès des États ou provinces frontaliers concernant l'harmonisation des règlements sur la pêche avec poissons appâts. Liste des personnes rencontrées, dates des rencontres, dépenses engagées.
QP3-31	Pêche	Détail des pertes économiques liées à l'abolition de la pêche avec poissons appâts vivants.
QP3-32	Pêche	Liste des projets soutenus par le Programme de soutien à l'industrie de la pêche hivernale en 2022-2023; ventilation par région et montants décaissés au 31 mars 2023.
QP3-33	Ensemencement	Depuis cinq ans, budget consacré à l'ensemencement des lacs, des rivières et de tout autre cours d'eau. Fournir une ventilation par région, par espèce et par cours d'eau.
QP3-34	Braconnage	Depuis cinq ans, nombre de signalements de citoyens à SOS Braconnage. Fournir une ventilation par année et par région.
QP3-35	Carpes roseau	Depuis cinq ans, nombre de carpes de roseau trouvées par les employés du MFFP; ventilation par région et par année.
QP3-36	Carpes roseau	Depuis cinq ans, coût des opérations pour récupérer les carpes de roseau trouvées par les employés du MFFP; ventilation par région et par année.
QP3-37	Carpes roseau	Depuis cinq ans, nombre de recherches effectuées sur les carpes de roseau par les employés du MFFP; ventilation par année.
QP3-38	Carpes roseau	Depuis cinq ans, coût des recherches effectuées sur les carpes de roseau par les employés du MFFP; ventilation par année.
QP3-39	Gestion faunique	En matière de gestion faunique, fournir la liste des travaux de recherche et de suivi d'espèces qui ont été interrompus ou abandonnés en 2018 2019, en 2019 2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Fournir une ventilation par région administrative.

Questions 2023-2024	Thème	Libellé
QP3-40	SÉPAQ	Lois et règlements en processus d'élaboration, de modification ou prévus à la SÉPAQ pour 2023-2024; ventilation par mois, avec la date du début du processus et l'état d'avancement des travaux.
QP3-41	SÉPAQ	Liste des sommes allouées à la création de nouveaux parcs nationaux pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, le tout ventilé par mois et par parc.
QP3-42	SÉPAQ	Études, analyses et tout autre document pertinent sur la fréquentation des parcs de la SÉPAQ en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, le tout ventilé par mois et par parc.
QP3-43	SÉPAQ	État d'avancement des négociations avec le milieu concernant l'utilisation de motoneiges dans les parcs nationaux du Québec. Ventiler par mois les sommes allouées en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, et fournir les prévisions pour 2023-2024.
QP3-44	Aires protégées	Budget alloué en 2022-2023, ventilé par mois, à la Stratégie québécoise des aires protégées. Prévisions pour 2023-2024.
QP3-45	SÉPAQ	Bilan des revenus générés par la SÉPAQ, ventilé par type d'activités et par région.
QP3-46	SÉPAQ	État de situation et bilan du projet pilote d'ouverture des parcs nationaux aux chiens.
QP3-47	SÉPAQ	Nombre de plaintes liées au projet pilote d'ouverture des parcs nationaux aux chiens.
QP3-48	SÉPAQ	État de situation concernant l'implantation de panneaux solaires dans les établissements de la SÉPAQ. Dépenses engagées en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
QP3-49	Aires protégées	Ventilation, par région et par mesure, des dépenses engagées pour le Plan d'action de développement durable. Prévisions des dépenses pour 2023-2024, ventilées par région et par mesure.
QP3-50	Gestion faunique	Indiquer, en matière de gestion faunique, la liste des travaux de recherche et de suivi d'espèces qui ont été interrompus ou abandonnés en 2018 2019, en 2019 2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Ventilation par région administrative.
QP3-51	ETC - Faune	Évolution du nombre de biologistes au MFFP depuis les cinq dernières années.
QP3-52	Caribous	Évolution chiffrée en pourcentage et nombre de têtes que comprennent les troupeaux de caribous migrateurs et forestiers pour les trois dernières années.
QP3-53	Destination Nord	Liste des projets financés par le Programme Faune, destination Nord; ventilation par projet et montants décaissés pour chacun.
QP3-54	Relève Faune	Liste des projets financés par le Programme Relève et mise en valeur de la faune en 2022-2023; projections pour 2023-2024.
QP3-55	Patrimoine nordique	Projets déposés et sommes décaissées dans le cadre de la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique pour 2022-2023; projections pour 2023-2024.
QP3-56	Accès à l'information	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
QP3-57	Agents faune	Pour chacune des huit dernières années, indiquer le nombre d'agents de la faune diplômés.
QP3-58	Bois	Pour chacune des huit dernières années, indiquer la part de bois récolté sur les terres publiques et privées, par scierie, par région et par volume.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis les dix dernières années, le nombre d'employés du ministère dont les champs d'exercice sont la chasse et la pêche. Fournir une ventilation par département, par région et par bureau.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 137 de l'Opposition officielle – Section Faune.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis dix ans, évolution, par année, du nombre d'agents de protection de la faune. Indiquer les ETC correspondants. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser également si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 138 de l'Opposition officielle – Section Faune.

QUESTION PARTICULIÈRE N°3
3e GROUPE D'OPPOSITION

Depuis dix ans, évolution du nombre de cadres affectés à la protection de la faune. Fournir une ventilation par région et par bureau.

	2022-2023
District sud-est (région 01-11-12)	8
District nord-est (région 02-09)	5
District centre (région 03-04-14)	6
District sud (région 05-06-16-17)	5
District sud-ouest (région 07-13-15)	5
District nord-ouest (région 08-10)	7
Direction générale adjointe des enquêtes et du développement Direction générale adjointe de la surveillance du territoire Direction générale de la protection de la faune du Québec	9

**QUESTION PARTICULIÈRE N°4
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Nombre de maîtres-chiens affectés à la protection de la faune. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser également si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.

District	Port d'attache	Statut	Nombre de maîtres-chiens
District sud-est (région 01-11-12)	Rimouski	Temps complet	1
District centre (03-04-14)	Joliette	Temps complet	1
District nord-ouest (08-10)	Val-d'Or	Temps complet	1
District nord-est (02-09)	Baie-Comeau	Temps complet	1

Note : les maîtres-chiens offrent des services pour l'ensemble du territoire.

QUESTION PARTICULIÈRE N°5
3e GROUPE D'OPPOSITION

Depuis 10 ans, le nombre d'agents de protection de la faune issus des communautés autochtones. Fournir une ventilation par région et par bureau. Préciser si les emplois sont à temps plein, à temps partiel ou temporaires.

Nombre d'agents de protection de la faune issus d'une communauté autochtone	6

**QUESTION PARTICULIÈRE N°6
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis dix ans, évolution, par année, du nombre d'assistants à la protection de la faune. Indiquer les ETC correspondants. Fournir une ventilation par région et par bureau.

Les assistants à la protection de la faune ne sont pas des employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Les assistants à la protection de la faune sont employés par des organismes gestionnaires de territoires structurés, tels que les zones d'exploitation contrôlée, les pourvoies, les aires fauniques communautaires, etc.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
3e GROUPE D'OPPOSITION

Depuis dix ans, pour les agents de protection de la faune, dépenses de transport moyennes, ventilées par type de véhicule, incluant le coût d'achat ou de location.

	2022-2023 (k\$)
Dépenses de transport	2 814,7

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
3e GROUPE D'OPPOSITION

Depuis dix ans, pour les agents de protection de la faune, dépenses reliées à l'habillement.

	2022-2023 (k\$)
Habillement et équipements spécialisés	351,0

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Évolution des budgets dévolus aux bureaux régionaux au cours des cinq dernières années. Prévisions pour 2023-2024. Ventiler par année, par bureau, par région.

Veillez-vous référer à la réponse de la question 56 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir le nombre et la liste des permis demandés et accordés au cours des 5 dernières années. Fournir également la somme totale obtenue par le ministère pour leur octroi, de même que le nombre et la liste de ces permis en vigueur au 31 mars 2019, et ce, pour le service informatisé de vente de permis et chacun des permis suivants :

- a. permis SEG;**
  - b. permis d'initiation à la chasse;**
  - c. permis de centre d'observation de la faune;**
  - d. permis de jardin zoologique;**
  - e. permis de pêche sportive.**
-

Veillez-vous référer à la réponse de la question 140 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Concernant le Programme de soutien financier pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau, fournir :

- a. Le nombre et la liste des projets présentés au Ministère de même que les sommes réclamées, ventilées par région;
- b. Le nombre et la liste des projets acceptés, par volet, et la somme allouée par projet, ventilés par région.

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
Volet étang d'élevage		
15 Laurentides	Association d'ensemencement des lacs de Ferme-Neuve inc.	5 500 \$
Volet ensemencement (estival et hivernal)		
01 Bas-Saint-Laurent	Association chasse et pêche des Basques - pêche hivernale	2 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Association des chasseurs et pêcheurs de la région de Matane	500 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Camping du Lac Dôle inc.	1 500 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Comité de développement de Sainte-Hélène-de-Kamouraska	250 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Corporation des riverains et amis du lac Morin	300 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement économique d'Auclair	300 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Corporation économique de développement du Parc Biencourt	1 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Packington	1 250 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Lac-des-Aigles - pêche hivernale	2 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Sayabec	1 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Val-Brillant - pêche hivernale	4 000 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
01 Bas-Saint-Laurent	Ville de Pohénégamook	2 500 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Ville de Pohénégamook - pêche hivernale	1 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Ville de Rivière-du-Loup	2 000 \$
01 Bas-Saint-Laurent	Ville de Saint-Antonin	2 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Association de chasse et pêche Sieur de Roberval	2 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Club local chasse et pêche coureurs des bois de Sainte-Hedwidge inc.	2 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Club Loup Cervier	1 334 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Comité de bassin de la rivière à Mars (CBBH)	3 600 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Comité de bassin versant RIVAGE de la rivière du Moulin	3 360 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Comité bassin lac Kénogami et rivières Chicoutimi et aux Sables	5 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Comité loisirs sports famille Saint-Edmond - pêche hivernale	6 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Corporation aménagement intégré des ressources de Bégin	1 200 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Municipalité de Larouche	1 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Organisme de bassin versant du Saguenay	5 000 \$
03 Capitale-Nationale	Association chasse et pêche Catshalac - pêche hivernale	20 000 \$
03 Capitale-Nationale	Association chasse et pêche Catshalac	3 000 \$
03 Capitale-Nationale	Association chasse et pêche de la rivière Sainte-Anne	1 500 \$
03 Capitale-Nationale	Association chasse et pêche de Saint-Basile de Portneuf inc.	2 000 \$
03 Capitale-Nationale	Association sportive Chapecamp	4 000 \$
03 Capitale-Nationale	Centre de services scolaire de Charlevoix - pêche hivernale	3 335 \$
03 Capitale-Nationale	Centre de services scolaire de Charlevoix	833 \$
03 Capitale-Nationale	Club chasse et pêche de Donnacona	1 000 \$
03 Capitale-Nationale	Groupe d'éducation et d'écosurveillance de l'eau (G3E)	4 000 \$
03 Capitale-Nationale	Organisme de bassins versants Charlevoix-Montmorency	3 500 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
03 Capitale-Nationale	Municipalité de Saint-Casimir	400 \$
03 Capitale-Nationale	Municipalité de Saint-Siméon - pêche hivernale	1 000 \$
03 Capitale-Nationale	Municipalité de Saint-Siméon	2 000 \$
03 Capitale-Nationale	Ville de Beaupré	9 000 \$
03 Capitale-Nationale	Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	1 833 \$
04 Mauricie	Association de chasse et pêche Notre-Dame de Montauban inc.	3 000 \$
04 Mauricie	Association des propriétaires de chalets du lac du Jésuite	10 000 \$
04 Mauricie	Festival de la truite mouchetée	4 000 \$
04 Mauricie	Municipalité de Lac-aux-Sables	1 000 \$
04 Mauricie	Ville de La Tuque	2 000 \$
04 Mauricie	Vision Saint-Maurice	5 000 \$
05 Estrie	Association chasse et pêche de Lac-Mégantic inc.	2 000 \$
05 Estrie	Association des pêcheurs du Grand lac Saint-François - pêche hivernale	300 \$
05 Estrie	Association sportive du lac Wallace - pêche hivernale	300 \$
05 Estrie	Club de chasse et pêche de Larochelle inc.	1 333 \$
05 Estrie	Club de conservation et de pêche du Lac Massawippi	7 000 \$
05 Estrie	Comité de la fête de la pêche Sherbrooke	20 000 \$
05 Estrie	Comité d'environnement du lac Roxton Pond inc.	2 000 \$
05 Estrie	Comité loisirs de Scotstown-Hampden	1 000 \$
05 Estrie	Club de chasse et pêche des 4 Loups - pêche hivernale	2 500 \$
05 Estrie	Municipalité Ayer's Cliff - pêche hivernale	2 000 \$
05 Estrie	Municipalité de Dixville - Comité loisirs	1 000 \$
05 Estrie	Municipalité de Dudswell	600 \$
05 Estrie	Municipalité de Duhamel - pêche hivernale	6 000 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
05 Estrie	Municipalité de Saint-Claude	500 \$
05 Estrie	Municipalité d'Eastman - pêche hivernale	750 \$
05 Estrie	Municipalité d'Eastman	4 000 \$
05 Estrie	Sports Loisirs Weedon	600 \$
05 Estrie	Ville de Farnham	3 000 \$
06 Montréal	Ville de Montréal - Arrondissement de LaSalle	7 320 \$
07 Outaouais	Association chasseurs, pêcheurs, trappeurs, archers de la Petite-Nation	2 000 \$
07 Outaouais	Association des loisirs de Montpellier - Loisirs plein air lac Croche	4 000 \$
07 Outaouais	Association chasse et pêche Alouette de Montpellier	6 000 \$
07 Outaouais	Association chasse et pêche Lac-des-Plages	500 \$
07 Outaouais	Association chasse et pêche Le Voyageur	2 000 \$
07 Outaouais	Club chasse et pêche Saint-Pierre-de-Wakefield	1 000 \$
07 Outaouais	Municipalité de Shawville	1 000 \$
07 Outaouais	Ville de Gracefield - pêche hivernale	8 000 \$
07 Outaouais	Ville de Maniwaki	2 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Association de chasse et de pêche de La Sarre	4 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Association de chasse et pêche de Val d'Or - pêche hivernale	8 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Association de chasse et pêche de Val-d'Or	8 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Association sportive d'Alembert	2 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Ville de Témiscaming	2 000 \$
10 Nord-du-Québec	Club Kiwanis de Chibougamau	4 000 \$
10 Nord-du-Québec	Corporation des loisirs de Chapais	3 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Association sportive chasse et pêche Baie-des-Chaleurs	500 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Club Lions Paspébiac	4 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Municipalité de New-Carlisle	2 500 \$
12 Chaudière-Appalaches	Association chasse et pêche du lac Abénaquis - pêche hivernale	10 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Association de protection du Lac-Etchemin	2 500 \$
12 Chaudière-Appalaches	Club des résidents du Lac Trois-Saumons	4 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Comité embellissement Vallée de la Lièvre	1 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Fête de la Pêche de Thetford Mines (Secteur Black Lake) inc.	3 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Les amis du Parc riverain de la Boyer	450 \$
12 Chaudière-Appalaches	Mouvement des amis de la rivière du Sud	1 800 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité régionale de comté de Montmagny - Rivière Morigeau	2 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité régionale de comté de Montmagny - Bras Saint-Nicolas	2 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Dosquet	1 600 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Kinnears Mills	6 668 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Agapit	1 500 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Gilles	1 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Côme-Linière	1 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	4 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Philémon	400 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	1 166 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Val-Alain	3 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité Val-des-Bois	4 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	OTJ de Saint-Odilon - coopérative de solidarité	4 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Parc régional des Appalaches - Lac Frontière	500 \$
12 Chaudière-Appalaches	Parc régional des Appalaches - Saint-Paul-de-Montmagny	500 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
12 Chaudière-Appalaches	Parc régional des Appalaches - Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	250 \$
12 Chaudière-Appalaches	Parc régional des Appalaches - Saint-Juste-de-Bretenières	500 \$
12 Chaudière-Appalaches	RCPA Thetford-Mines	2 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Ville de Montmagny	3 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Ville de Saint-Georges - Services des loisirs et cultures	20 000 \$
12 Chaudière-Appalaches	Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	1 000 \$
14 Lanaudière	Camp Mariste	3 000 \$
14 Lanaudière	Municipalité de Saint-Donat	1 000 \$
14 Lanaudière	Municipalité de Saint-Esprit	3 000 \$
14 Lanaudière	Ville de Saint-Lin-Laurentides	1 000 \$
15 Laurentides	Association chasse et pêche Lac Saguay - Lac Allard	500 \$
15 Laurentides	Centre de formation professionnelle de Mont-Laurier - pêche hivernale	200 \$
15 Laurentides	Chevaliers de Colomb - Conseil 2377 Laurentides - pêche hivernale	400 \$
15 Laurentides	Club des Moucheurs EnDiablés	2 000 \$
15 Laurentides	Chambre de commerce de Sainte-Adèle - Parc rivière Doncaster	2 750 \$
15 Laurentides	Corporation pour la protection de l'environnement à Mirabel	3 332 \$
15 Laurentides	Municipalité d'Amherst	1 000 \$
15 Laurentides	Municipalité Chute-Saint-Philippe	2 000 \$
15 Laurentides	Municipalité de Kiamika	2 000 \$
15 Laurentides	Municipalité de La Conception	2 000 \$
15 Laurentides	Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord	10 000 \$
15 Laurentides	Ville de Lachute	2 000 \$
15 Laurentides	Ville de Rivière-Rouge - pêche hivernale	500 \$
15 Laurentides	Ville de Rivière-Rouge	2 000 \$

Région	Organismes	Subventions allouées (\$)
16 Montérégie	Club chasse et pêche A.V.B. inc.	2 000 \$
16 Montérégie	Municipalité d'Upton	1 040 \$
16 Montérégie	Ville de Saint-Pie	2 000 \$
17 Centre-du-Québec	Comité récréatif Saint-Rosaire	200 \$
17 Centre-du-Québec	Municipalité de Saint-Lucien	300 \$
17 Centre-du-Québec	Corporation de gestion des rivières des Bois-Francs - Pêche Nicolet	20 000 \$
Volet camp de vacances		
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Domaine de l'Amitié (Centre du Lac Pouce)	3 500 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Municipalité de Saint-Honoré - camp de jour	300 \$
03 Capitale-Nationale	Camp Le Manoir	1 000 \$
07 Outaouais	Patro de Fort-Coulonge/Mansfield	3 000 \$
14 Lanaudière	Camp familial Saint-Urbain	10 000 \$
14 Lanaudière	Camp Papillon	5 000 \$
14 Lanaudière	Camp Plein air Lanaudia	4 000 \$
15 Laurentides	Base de plein air Bon départ	1 200 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Résultats et bilan du Plan de gestion de l'original 2012-2019.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 141 de l'Opposition officielle – Section Faune.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et de la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

VOLET 1 : PERMIS

Revenus générés par la vente de tous les permis	
Type de permis (chasse)	2022-2023
	Revenus totaux (k\$)
Chasse au moyen d'un oiseau de proie résident	0,1
Chasse aux grenouilles résident	2,8
Chasse au cerf de Virginie sauf zone 20 non-résident	234,2
Chasse au cerf de Virginie sauf zone 20 résident	4 835,7
Chasse au cerf de Virginie sauf zone 20 supplémentaire non-résident	1,6
Chasse au cerf de Virginie sauf zone 20 supplémentaire résident	437,5
Chasse au cerf de Virginie sauf zone 20 supplémentaire résident (tirage au sort)	54,7
Chasse au cerf de Virginie sans bois sauf zone 20 résident (tirage au sort)	1 512,5
Chasse au cerf de Virginie zone 20 Anticosti non-résident	125,5
Chasse au cerf de Virginie zone 20 Anticosti résident	239,7
Chasse au cerf sans bois zone 20 non-résident	0,4
Chasse au cerf sans bois zone 20 résident	6,2
Chasse au dindon sauvage non-résident automne	0,6
Chasse au dindon sauvage résident automne	26,0
Chasse au dindon sauvage non-résident printemps	15,8
Chasse au dindon sauvage résident printemps	614,1
Chasse à l'orignal non-résident	1 191,7
Chasse à l'orignal résident	10 559,8
Chasse à l'orignal femelle résident (tirage au sort)	391,8
Chasse à l'ours noir non-résident	200,6
Chasse à l'ours noir résident	827,9
Chasse au petit gibier non-résident (sauf colletage)	194,9
Chasse au petit gibier résident (avec colletage)	2 794,6
Colletage résident	7,0

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et de la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

Revenus générés par la vente de tous les permis	
Type de permis (pêche)	2022-2023
	Revenus totaux (k\$)
Pêche (sauf saumon atlantique) - 3 jours consécutifs non-résident	253,9
Pêche (sauf saumon atlantique) - 3 jours consécutifs résident	346,1
Pêche (sauf saumon atlantique) - 65 ans ou plus annuel résident	1 549,0
Pêche (sauf saumon atlantique) - 7 jours consécutifs non-résident	403,3
Pêche (sauf saumon atlantique) - régulier annuel	8 498,9
Pêche (sauf saumon atlantique) - remise à l'eau annuelle non-résident	13,7
Pêche (sauf saumon atlantique) - remise à l'eau annuelle résident	0,2
Pêche (sauf saumon atlantique) - 1 jour non-résident	58,8
Pêche (sauf saumon atlantique) - annuel non-résident	917,5
Pêche à la lotte - annuel résident	5,5
Pêche au saumon atlantique - 3 jours non-résident	5,8
Pêche au saumon atlantique - 3 jours résident	37,7
Pêche au saumon atlantique - annuel non-résident	29,9
Pêche au saumon atlantique - annuel résident	382,8
Pêche au saumon atlantique - remise à l'eau annuelle non-résident	70,7
Pêche au saumon atlantique - remise à l'eau annuelle résident	88,5
Type de permis (autres)	Revenus totaux (k\$)
Piégeage professionnel non-résident	1,8
Piégeage professionnel résident	186,1
Permis de remplacement résident et non-résident	18,7
Chasse à l'original correction de zone résident et non-résident	2,7
Certificat du chasseur	97,6
Carte de réussite	1,9

QUESTION PARTICULIÈRE N°13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

VOLET 2 : PROJET

Projets financés 2022-2023	
Description	(k\$)
Acquisition de connaissances Avifaune Inventaire Occurrence d'Espèce menacée et vulnérable dans le nord	10,9
Acquisition de connaissances sur les populations de saumon atlantique de la Côte-Nord	7,2
Activités parascolaires à caractère faunique pour les élèves du secondaire	34,8
Administration BSMA	23,3
Biosécurité, santé et bien-être animal - Comité de protection des animaux	10,5
Biosécurité, santé et bien-être animal - Élimination des sangliers et cervidés exotiques au Québec	26,5
Biosécurité, santé et bien-être animal - Maladie débilante chronique des cervidés (MDC)	112,4
CEGRIM - SFP	24,2
Certificats et permis spécifiques	53,2
CERTIF-WEB - Registre des détenteurs de Certificat du chasseur et piéreur	4,7
Collecte de pièces anatomiques (Détermination de l'âge et de l'histoire reproductive d'ours noirs, de lynx roux et de pékans par l'analyse de dents)	22,3
Conférence canadienne sur les parcs	10,0
Conservation - Acquisition, restauration et gestion de terres dans le cadre des ententes de partenariat financier	31,4
Conservation - Connectivité écologique	0,4
Conservation et mise en valeur du saumon atlantique	0,2
Consolidation des centres de traitement informatique CCTI - Réalisation	55,3
Coordination de la gestion des animaux à fourrure	0,1
Coordination de la gestion des populations d'ours blanc du Québec	0,8
DA3 - Grande faune - ordinateur central - Dossiers des gros gibiers	3,7
DAB - Gestion des dossiers d'infractions à la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	3,2
Dénombrement du saumon sur un grand système de la Côte-Nord (PDPS) - R-09	34,3
Développement de la pêche au saumon - Recherche	28,1
Développement de la pêche sportive - Pêche hivernale	0,1
Développement d'indicateurs de suivi des populations d'animaux à fourrure (lynx, pékan)	68,7
Dunes de Tadoussac	96,3
Dynamique de populations de l'ours noir dans un contexte de changements climatiques et d'aménagement forestier	221,4
Enquêtes sur les chasseurs, pêcheurs et piéieurs (CPP) en 2021	123,5
Ensemencements de plans d'eau conformément au plan de gestion du touladi	35,8
État des populations du boeuf musqué au Nunavik	10,4

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

Projets financés 2022-2023 (suite)	
Description	(k\$)
Étude de l'utilisation de l'espace des coyotes en milieu agroforestier au Bas-St-Laurent	6,5
Évaluation de l'état des populations et de l'habitat des espèces de petit gibier	2,5
Expérimentation d'une restriction de la taille légale des bois (RTL) chez le cerf de Virginie	9,3
FBI - Banque d'informations sur la protection de la faune pour la DGPF	39,9
Fête de la pêche	13,9
Fonctionnement général (dépenses de)	15,8
Fondation de la Faune du Québec (subvention)	250,0
Financement des applications et des systèmes informatiques du secteur	669,0
Gestion des ensemencements	8,9
Gestion des espèces par l'ADNe	68,5
Gestion des esturgeons au Québec	38,6
Gestion des poissons appâts et pêche hivernale	0,3
Guide d'aménagement de l'habitat de la martre d'Amérique	17,0
Influence de la tique d'hiver sur la dynamique des populations d'originaux et suivi des variations annuelles	101,5
Intégration de Power BI, refonte et expansion des outils de partage des données sur la clientèle	0,9
Inventaires ichtyologiques du St-Laurent - SFP	56,1
Inventaires - Population original	0,3
Inventaires de communauté en lacs et cours d'eau.	2,6
Inventaires ichtyologiques provinciaux en eaux intérieures - Doré, touladi et omble de fontaine	112,1
La biodiversité et moi	50,0
Maladie débilante chronique des cervidés (MDC) - R-14-15	0,1
Mesure Habitat	106,1
Mesures de gestion des populations pour le caribou forestier et le caribou montagnard de la Gaspésie	0,1
Mettre à jour la liste des projet SAGIR	63,7
Migration à Windows 10 - Réalisation	304,6
Mise à jour des occurrences d'EMVS aquatiques au CDPNQ	3,1
Normalisation des méthodes en faune aquatique	6,8
Offre de soutien administratif et d'acquisition de connaissances terrain pour les TFS de la Côte-Nord permettant une meilleure gestion de la ressource faunique	1,3
Opération système VPPC	673,2
PACC - 29.2.2 - Espèces menacées ou vulnérables	30,0
PACC - 29.2.3 - Adaptation des milieux agricoles	6,6
Participation financière du MFFP à la rénovation des installations de captation et de distribution d'eau potable du parc national d'Oka	125,0
Plan d'action du MFFP sur l'anguille d'Amérique au Québec	24,7
Plan d'action pour la mise en valeur des activités fauniques suivant la COVID-19	154,0
Plan d'action sur l'omble de fontaine anadrome	11,2
Plan d'action sur l'omble de fontaine anadrome - SFP	15,9
Plan de gestion de l'ours noir (PGON) 2020-2027 - Mise en oeuvre	5,0
Plan de gestion du cerf de Virginie au Québec 2020-2027 - Mise en oeuvre	7,4
Plan de gestion du doré	12,2

QUESTION PARTICULIÈRE N°13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

Prix harfang des neiges	8,7

QUESTION PARTICULIÈRE N°13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

Projets financés 2022-2023 (suite)	
Description	(k\$)
Problématique de recrutement chez le touladi	1,4
Progr. de suivi - Avi. - Aigle royal	3,0
Progr. de suivi - Avi. - Hibou des marais	22,8
Progr. de suivi - Chauv. - Acoustique des chauves-souris (chirops)	16,3
Progr. de suivi - Chauv. - Colonie des chauves-souris (maternités)	14,0
Progr. de suivi - Chauv. - Hibernacles et SMB	0,2
Progr. de suivi - Herp. - Tortue des bois	11,5
Progr. de suivi - Occurrences	5,8
Progr. de suivi de la biodiversité	310,9
Programmation des inventaires aériens de la grande faune et de ses habitats	90,7
Programme de lutte contre les espèces aquatiques envahissantes	67,5
Programme scolaire Faune-Études	44,8
Projet de recherche CRÉA-Chic-Chocs - Pêches expérimentales normalisées	4,4
Projet du cr 7601 - Réserve	0,0
Projet pilote d'analyse de la valeur économique de la faune et des activités fauniques	101,8
Projets de Parcs	2,3
Réintroduction du doré jaune au Réservoir Taureau	14,5
Relève et mise en valeur de la faune - enveloppe nationale	670,8
Relève et mise en valeur de la faune - enveloppe régionale	545,5
Reproduction artificielle du chevalier cuivré à Saint-Ours, ensemencement et suivi de la population du chevalier cuivré	5,2
Réseau de suivi par télémétrie des poissons du système Saint-Laurent	3,5
Réseau de travail permanent sur la faune aquatique (RTPFA)	0,3
REV - Système de gestion des Revenus	0,3
Révision des quotas de pêche à l'omble de fontaine - région 03-12	6,0
RPEC - Consultation des règles de pêche à l'aide d'une carte interactive	14,2
RSI - SIRSI - Réseau de suivi ichtyologique du fleuve Saint-Laurent	21,7
Sentier Béluga	300,0
SIAF - Animaux à fourrure	3,1
SITEINTERNET - Site Internet ministériel	1,0
SMARTFAUNE	17,5
SPC-ESTURGEONS - Suivi de la pêche commerciale à l'esturgeon	8,1
Suivi des populations de caribous forestiers au Québec et de caribous montagnard de la Gaspésie	11,7
Suivi des populations de cerf de Virginie	35,4
Suivi des populations de dindons sauvages	7,3
Suivi des populations et développement de la pêche sportive au bar rayé au Québec	11,4
Suivi du saumon atlantique de la Côte-Nord - Rivière témoin (rivière de la Trinité)	13,8
Suivi d'une espèce introduite récemment au lac Memphrémagog, le baret	0,9
UNI - Gestion de l'attribution des uniformes aux agents de protection de la faune	35,3
Validation de la méthodologie développée pour la détection et la classification d'étangs vernaux	6,1
VPL - Vente de permis en ligne	113,1

QUESTION PARTICULIÈRE N°13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Bilan des revenus générés par la vente des nouveaux permis et la révision tarifaire. Fournir une ventilation par montant récolté, par partie de ce montant servant au financement de projets et par projet financé.

VPPC - Vente de permis de pêche et de chasse	18,0
Web des apf (assistants protection de la faune)	5,5

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Dépôt des études, des rapports ou de tout autre document concernant une nouvelle révision tarifaire des différents permis délivrés par le Ministère

---

Aucun document associé à la révision tarifaire des différents permis pour 2022-2023.

Bilan du plan de gestion de la chasse à l'ours pour le Québec, y compris :

- a. le nombre de pourvoyeurs qui ont des permis dans chaque région;
  - b. l'espacement, en kilomètres, entre chaque pourvoyeur;
  - c. le nombre de permis par pourvoyeur.
-

Plan de gestion de l'ours noir 2020-2027

Troisième année de mise en œuvre du Plan de gestion de l'ours noir 2020-2027 (le troisième spécifique à l'espèce). Ce plan offre des possibilités de chasse et de piégeage plus attractives pour les clientèles, tout en répondant aux enjeux de cohabitation. Il permettra aussi d'améliorer le suivi des populations et d'optimiser la gestion de l'espèce.

A. Vingt-trois pourvoyeurs sans droits exclusifs ont utilisé des permis pour les non-résidents en Abitibi-Témiscamingue.

B. Cette donnée n'a pas d'importance dans la gestion des entreprises visées, lesquelles ont accès à l'ensemble du territoire pour la pratique de leurs activités de chasse. Chacun des sites de chasse est établi selon la volonté de chaque exploitant en lien avec les besoins de sa clientèle.

C. Le nombre de permis par pourvoyeur est variable, allant de 3 à 67 par pourvoyeur (moyenne de 23). La liste exhaustive ne peut être transmise, car elle contient des données confidentielles en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

QUESTION PARTICULIÈRE N°16
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ventes de :

- A. Tous les permis de chasse (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce;
B. Tous les permis de pêche (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce.

A. Par région administrative

Région	Nom de la région	2022-2023	
		Nombre de points de vente	Nombre de permis de chasse vendus
01	Bas-Saint-Laurent	62	34 172
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	73	42 824
03	Capitale-Nationale	54	39 273
04	Mauricie	53	24 500
05	Estrie	45	34 348
06	Montréal	26	9 487
07	Outaouais	77	42 196
08	Abitibi-Témiscamingue	77	37 003
09	Côte-Nord	70	22 562
10	Nord-du-Québec	16	4 178
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	42	24 312
12	Chaudière-Appalaches	66	50 738
13	Laval	7	8 865
14	Lanaudière	42	25 118
15	Laurentides	79	44 474
16	Montérégie	61	63 571
17	Centre-du-Québec	26	19 814
	Hors Québec	1	93
	Vente des permis en ligne	0	16 375

Par espèce

Espèce	Clientèle	2022-2023
Cerf de Virginie	Résident	156 250
	Non-résident	1 189
Orignal	Résident	168 466
	Non-résident	2 549
Ours noir	Résident	18 436
	Non-résident	1 144
Petit gibier	Résident	167 912
	Non-résident	2 259
Dindon	Résident	24 988
	Non-résident	112
Lièvre (colletage)	Résident	434
Grenouille	Résident	164

Par point de vente : N/A

Par sexe : N/A

Par âge : N/A

QUESTION PARTICULIÈRE N°16
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste des ventes de :

- A. Tous les permis de chasse (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce;
B. Tous les permis de pêche (résident et non-résident) octroyés en 2022-2023, en ventilant par région administrative, point de vente, âge, sexe et espèce.

B. Par région administrative

Région	Nom de la région	2022-2023	
		Nombre de points de vente	Nombre de permis de pêche vendus
01	Bas-Saint-Laurent	66	24 817
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	78	47 643
03	Capitale-Nationale	65	62 481
04	Mauricie	63	36 454
05	Estrie	46	26 271
06	Montréal	26	28 679
07	Outaouais	82	54 173
08	Abitibi-Témiscamingue	90	40 399
09	Côte-Nord	83	18 574
10	Nord-du-Québec	20	6 058
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50	14 372
12	Chaudière-Appalaches	67	40 373
13	Laval	7	14 576
14	Lanaudière	48	44 114
15	Laurentides	90	64 906
16	Montérégie	64	86 501
17	Centre-du-Québec	26	21 024
	Hors Québec	3	401
	Vente des permis en ligne	0	85 399

Par espèce

Espèce	Clientèle	2022-2023
Toutes les espèces (sauf la lotte et le saumon)	Résident	660 727
	Non-résident	37 163
Saumon	Résident	16 636
	Non-résident	2 324
Lotte	Résident	365
	Non-résident	0

Par point de vente

N/A

Par sexe

N/A

Par âge

N/A

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 17
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État des investissements réalisés pour contrer le braconnage dans les parcs nationaux du Québec pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 153 de l'Opposition officielle – Section Faune.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°18
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

Les revenus générés (amendes) par les infractions relatives aux lois et aux règlements appliqués par les agents de protection de la faune relèvent du ministère de la Justice du Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Total des revenus générés par la vente de permis octroyés par le ministère, ventilé par région, par type de permis et par espèce.

Veillez-vous référer à la réponse à votre question 13.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°20
3^e GROUPE D'OPPOSITION**

Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

Les données concernant la liste des infractions et des amendes pour des gestes répertoriés de braconnage relèvent du ministère de la Justice du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°21
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Nombre d'infractions dont les dossiers ont été abandonnés ou qui n'ont pas complété la procédure judiciaire.

Pour cette question, veuillez vous référer au ministère de la Justice du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°22
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.

La réponse à cette question est présentée au Budget de dépenses 2023-2024.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°23
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Pour l'ensemble du ministère, donner le détail des postes existant en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en ventilant par titre et lieu de l'emploi.

Postes réguliers qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023		
Dernière occupation		Nombre de postes convertis en équivalent temps complet
Corps d'emploi	Région administrative	
Aucun	Aucune	0

* La donnée concerne uniquement le secteur de la Faune et des Parcs qui a rejoint le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs en octobre 2022.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°24
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.

La réponse à cette question est présentée au Budget de dépenses 2023-2024.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 25
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2023-2024 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 38 et 39 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 26
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan pour une économie verte 2030, fournir la liste des projets, par région.

Action ou sous-action	Région	Projet
3.4.1.1 Déployer un réseau de suivi de la biodiversité dans un contexte de changements climatiques (volet b)	Toutes les régions	Coordination terrain pour la réalisation des inventaires (salaire)
	Plusieurs régions	Réalisation des inventaires par les directions régionales (Salaire)
	Toutes les régions	Achat de matériel pour les inventaires
		Frais de déplacements pour les inventaires
		Entente de partenariat pour inventaires terrain (contrats partenaires)
		Identification de échantillons post-terrain (ex. contrats taxonomie)
		Injection des données et analyses
	Outil de visualisation et portail	
3.4.2.1 Planifier la création de corridors de connectivité (volet a)	Outaouais	Inventaires de tortue des bois
	Outaouais	Inventaires multi-espèces
	Lanaudière	Inventaires multi-espèces
	Chaudière-Appalaches	Publication de l'analyse de vulnérabilité des EMVS aux changements climatiques

Études, analyses et tout autre document pertinent concernant les modifications apportées à la pêche aux poissons appâts

---

L'utilisation des poissons appâts à la pêche sportive ainsi que leur exploitation commerciale sont reconnues internationalement comme étant des vecteurs de propagation involontaire d'espèces aquatiques envahissantes et d'organismes pathogènes (virus, bactéries et parasites). Afin de freiner ce risque de propagation, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs a revu l'encadrement réglementaire régissant l'utilisation des poissons appâts au Québec. Cette décision s'appuie sur une littérature scientifique abondante et a été saluée, de façon unanime, par la communauté scientifique du milieu universitaire.

**Études scientifiques pertinentes disponibles avant 2017
(avant le changement réglementaire, liste non exhaustive)**

- Paradis, Y. et Brisson-Bonenfant, C. (2017). Résultats du sondage sur l'utilisation des poissons appâts par les pêcheurs sportifs au Québec et sur leurs préoccupations concernant les espèces aquatiques envahissantes. Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, 22 p. et 6 annexes.
- Marcogliese, D. J., Gendron, A. D., Forest, J. J., Li, W., Boyce, K., El-Shehabi, F., Drake, D.A.D., Mandrak, N.E., Sherry, J. et McLaughlin, J. D. (2016). Range expansion and molecular confirmation of the Asian fish tapeworm in the lower Great Lakes and St. Lawrence River with notes on infections in baitfish. *Journal of Great Lakes Research*, 42(4), p. 819-828.
- Nathan, L. R., Jerde, C. L., Budny, M. L., et Mahon, A. R. (2015). The use of environmental DNA in invasive species surveillance of the Great Lakes commercial bait trade. *Conservation Biology*, 29(2), p. 430-439.
- Kerr, S. J. (2014). The introduction and spread of aquatic invasive species through the recreational use of bait: a literature review. Report prepared for Biodiversity Branch.
- Litvak, M.K. et Mandrak N.E. (1993). Ecology of freshwater baitfish use in Canada and the United States. *Fisheries*, 18: 6-13.
- Magnan, P. (1988). Interactions between brook charr, *Salvelinus fontinalis*, and nonsalmonid species: ecological shift, morphological shift, and their impact on zooplankton communities. *Canadian Journal of Fisheries and Aquatic Sciences*, 45: 999-1009.

**Études et documents pertinents disponibles après 2017
(après le changement réglementaire, liste non exhaustive)**

- McEachran M.C., Mor, S.K., Phelps, N.B.D. (2021). Detection of pathogens and non-target species in the baitfish supply chain. *Management of Biological Invasions*, 12(2): 363-377.
- Brisson-Bonenfant, C., Gagné, S., Paradis, Y., Hatin, D., Brodeur, P., Archambault, F. et Sirois, P. (2020). Pêche hivernale : comparaison de l'efficacité de différentes méthodes pour la capture du doré et de la perchaude. Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs en collaboration avec la Chaire de recherche sur les espèces aquatiques exploitées de l'Université du Québec à Chicoutimi, 46 p. et 9 annexes.
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (2018). Les poissons appâts pour la pêche sportive : Pourquoi en restreindre l'utilisation. *Aventure Chasse et Pêche*, printemps, p.144-149.
- Boonthai, T., Loch, TP., Zhang, Q., Van Deuren, MG., Faisal, M., Whelan, GE. et Herbst, SJ. (2018). Retail Baitfish in Michigan Harbor Serious Fish Viral Pathogens. *Journal of Aquatic Animal Health*, 30(4), p. 253-263.
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (2019). Pêche blanche : quels sont les meilleurs techniques et leurres? *Aventure Chasse et Pêche*, printemps 2019, p.156-164.

Compte tenu qu'aucune nouvelle modification réglementaire sur l'utilisation des poissons appâts n'est prévue, cette liste n'a pas été mise à jour.

Depuis cinq ans, budget consacré à la lutte contre les espèces envahissantes, ventilé par espèce, par région et par année. Prévision pour 2023-2024.

	2022-2023 (k\$)
<i>Aquatique</i>	
- Autres espèces animales aquatiques (effort général)	107,3
- Cladocère épineux	14,4
- Moule zébrée	64,8
- Carpes envahissantes (anciennement appelées carpes asiatiques)	68,5
<i>Terrestre</i>	
- Sanglier	171,5

État de situation concernant les démarches entreprises auprès des états ou provinces frontaliers concernant la lutte contre les espèces envahissantes.

CARPES ENVAHISSANTES (anciennement connues comme carpes asiatiques)

Le gouvernement du Québec a adhéré, en 2014, à l'*Invasive Carp Regional Coordinating Committee*, un comité créé par l'administration américaine afin de participer au développement d'une expertise visant à contrer l'introduction et l'établissement de carpes envahissantes dans les Grands Lacs et le Saint-Laurent. Ce comité se réunit mensuellement et regroupe plus de 30 organismes du Canada et des États-Unis, dont le *United States Geological Survey*, le *National Oceanic and Atmospheric Administration*, le *U.S. Department of Transportation* ainsi que *Pêches et Océans Canada*.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs participe aux rencontres de la *Commission des Grands Lacs*, une agence non partisane visant la promotion ordonnée, intégrée et transparente de l'utilisation, du développement et de la conservation de l'eau et des ressources naturelles associées au bassin des Grands Lacs et au Saint-Laurent. Un des sujets fréquemment abordés est la gestion des espèces aquatiques envahissantes, particulièrement les carpes envahissantes. Par ailleurs, une réunion de travail annuelle a lieu entre des professionnels du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et *Asian Carp Canada*. Cette réunion a comme objectif de partager les résultats et les plans d'action à venir en matière de lutte contre les carpes envahissantes avec les divers intervenants canadiens, dont *Pêches et Océans Canada*. Il participe également sur une base mensuelle aux réunions du *Comité national sur les espèces aquatiques envahissantes*, un groupe de travail qui réunit des professionnels de toutes les provinces et territoires canadiens. Ce comité vise à favoriser les échanges de renseignements et lorsque possible, coordonner les actions et les stratégies en matière de lutte contre les espèces aquatiques envahissantes.

SANGLIERS

Le Québec échange de façon ponctuelle avec ses homologues des provinces et États voisins. Le Ministère participe également au *Wild Pig Policy Group*, un comité national qui a notamment pour objectif de réviser la politique de l'Agence canadienne d'inspection des aliments visant à contrôler et éradiquer les porcs et sangliers sauvages, réduisant ainsi le potentiel de propagation de la peste porcine africaine entre les porcs et sangliers sauvages et domestiques.

ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES (EN GÉNÉRAL)

Le Ministère participe aux réunions du *Comité national sur les espèces exotiques envahissantes*. Ce comité fédéral-provincial-territorial est coordonné par *Environnement et Changement climatique Canada*. Il permet de partager des connaissances et d'échanger sur les actions de lutte réalisées dans les provinces et les territoires. Toutes les rencontres de ce comité se tiennent de façon virtuelle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°30
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation concernant les démarches entreprises auprès des États ou provinces frontaliers concernant l'harmonisation des règlements sur la pêche avec poissons appâts. Liste des personnes rencontrées, dates des rencontres, dépenses engagées

---

Depuis 2018, aucune nouvelle démarche officielle n'a été entreprise concernant l'harmonisation de la réglementation sur la pêche avec poissons appâts entre le Québec et l'Ontario.

Aucune dépense n'a été engagée au cours de l'année financière 2022-2023.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°31
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Détails des pertes économiques liées à l'abolition de la pêche avec poissons appâts vivants

---

Aucune analyse économique liée à l'abolition de la pêche avec poissons appâts vivants n'est disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 32
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste des projets soutenus par le Programme de soutien à l'industrie de la pêche hivernale en 2022-2023 ; ventilation par région et montants décaissés au 31 mars 2023.

Le programme n'a pas été renouvelé en 2022-2023. Le ministère a lancé le nouveau programme Pour une pêche accessible – Installations et équipement (PAIE).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 33
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Depuis cinq ans, budget consacré à l'ensemencement des lacs, des rivières et de tout autre cours d'eau. Fournir une ventilation par région, par espèce et par cours d'eau.

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs est responsable de la gestion et de l'opération de trois stations piscicoles, lesquelles l'appuient dans la réalisation de son mandat de conservation et de mise en valeur de la faune aquatique par le moyen d'ensemencement de poissons.

	2022-2023 (k\$)
Stations piscicoles gouvernementales	1 496,8

**QUESTION PARTICULIÈRE N°34
TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis cinq ans, nombre de signalements de citoyens à SOS Braconnage. Fournir une ventilation par année et par région.

Nombre de signalements reçus par SOS Braconnage par région

Région administrative	2022-2023
Bas-Saint-Laurent (01)	330
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	420
Capitale-Nationale (03)	495
Mauricie (04)	323
Estrie (05)	539
Outaouais (07)	916
Abitibi-Témiscamingue (08)	212
Côte-Nord (09)	241
Nord-du-Québec (10)	32
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	311
Chaudière-Appalaches (12)	504
Lanaudière (14)	437
Laurentides (15)	972
Montréal-Montréal (06-16)	1471
Centre-du-Québec (17)	348

**QUESTION PARTICULIÈRE N°35
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis cinq ans, nombre de carpes de roseau trouvées par les employés du ministère de l'environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs; ventilation par région et par année.

Aucune carpe de roseau n'a été capturée en milieu naturel par les employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs au cours de la dernière année dans le cadre des opérations de pêche planifiées.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°36
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis cinq ans, coût des opérations pour récupérer les carpes de roseau trouvées par les employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs – ventilation par région et par année

---

Au cours de la dernière année, aucun coût n'a été engendré pour des activités de récupération de carpes de roseau réalisées par les employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Depuis cinq ans, nombre de recherches effectuées sur les carpes de roseau par les employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs; ventilation par année.

En 2022-2023, 16 jours de pêche spécifiques à la carpe de roseau ont été effectués par les équipes du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, dans le fleuve Saint-Laurent et dans la rivière Richelieu.

Sur la même période, 402 échantillons d'eau ont également été prélevés dans le fleuve Saint-Laurent (du lac Saint-François au lac Saint-Pierre) ainsi que dans certains tributaires (rivières Richelieu, Saint-François, des Outaouais et Châteauguay) et analysés pour détecter la présence d'ADN des quatre espèces de carpes envahissantes (anciennement appelées carpes asiatiques).

**QUESTION PARTICULIÈRE N°38
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Depuis cinq ans, coût des recherches effectuées sur les carpes de roseau par les employés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs; ventilation par année.

En 2022-2023, 61,0 k\$ ont été dépensés en recherche et en développement sur les carpes envahissantes (anciennement appelées carpes asiatiques).

**QUESTION PARTICULIÈRE N°39
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

En matière de gestion faunique, fournir la liste des travaux de recherche et de suivi d'espèces qui ont été interrompus ou abandonnés en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Fournir une ventilation par région administrative.

Le Ministère effectue des projets d'acquisition de connaissances ainsi que des suivis d'espèces exploitées ou en situation précaire. Le déploiement annuel de la programmation de ces activités est fonction des priorités ministérielles en matière de gestion de la faune.

En 2022-2023, la participation du Ministère à un programme international de suivi en faune aquatique au Groenland a dû être annulée en raison de contraintes logistiques et administratives largement associées à la pandémie COVID-19.

L'échantillonnage de deux lacs qui était prévu en 2022-2023 pour le suivi de l'omble de fontaine (Bas-Saint-Laurent) et du doré (Saguenay-Lac-Saint-Jean) a été reporté.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°40
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Lois et règlements en processus d'élaboration, de modification ou prévus à la Sépaq pour 2023-2024; ventilation par mois, avec la date du début du processus et l'état d'avancement des travaux.

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°41
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Liste des sommes allouées à la création de nouveaux parcs nationaux pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, le tout ventilé par mois et par parc

---

Le tableau qui suit présente les montants déboursés en 2022-2023 pour les six projets de parc national. Ces montants comprennent les investissements effectués pour les rencontres avec les intervenants régionaux, les études préliminaires, les campagnes de terrain, la production de l'état des connaissances, la préparation du concept d'aménagement et l'évaluation des coûts, la préparation du plan directeur provisoire, l'étude d'impact environnemental, économique et social pour les projets de parcs situés sur le territoire couvert par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que la tenue d'audiences publiques. Ces montants n'incluent pas les sommes nécessaires à la gestion et à l'aménagement de ces parcs, une fois créés.

Projet de parc national	Dépenses 2022-2023 (k\$)
Nibiischii	2,2
Côte-de-Charlevoix	0,7
Dunes-de-Tadoussac	209,4
Lac-Walker	Aucune dépense
Assinica	0,3
Iluliliq	1,3

**QUESTION PARTICULIÈRE N°42
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Études, analyses et tout autre document pertinent sur la fréquentation des parcs de la Sépaq en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, le tout ventilé par mois et par parc.

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°43
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État d'avancement des négociations avec le milieu concernant l'utilisation de motoneiges dans les parcs nationaux du Québec. Ventiler par mois les sommes allouées en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, et fournir les prévisions pour 2023-2024.

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 44
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Budget alloué en 2022-2023, ventilé par mois, à la Stratégie québécoise des aires protégées. Prévisions pour 2023-2024.

Il n'y existe pas de Stratégie québécoise sur les aires protégées en vigueur actuellement. Pour la création des aires protégées, les sommes suivantes ont été consacrées en 2022-2023 :

Salaire	Fonctionnement	Immobilisation	Transfert	Total
2,2 M\$	1,8 M\$	0,7 M\$	26,0 M\$	30,7 M\$

Une somme de 443,4 M\$ sur cinq ans pour la mise en œuvre du Plan Nature 2030, dont 63,1 M\$ en 2023-2024, a été annoncée dans le budget 2023-2024. Cet investissement traduit l'adhésion du Québec aux cibles internationales pour la conservation de la biodiversité, notamment son engagement à atteindre la prochaine cible mondiale de conservation de 30 % de son territoire d'ici 2030.

À noter que le ministère ne fait pas de programmation mensuelle de ce budget.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°45
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Bilan des revenus générés par la Sépaq, ventilé par type d'activités et par région.

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

État de situation et bilan du projet pilote d'ouverture des parcs nationaux aux chiens

---

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°47
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Nombre de plaintes liées au projet pilote d'ouverture des parcs nationaux aux chiens

---

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°48
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

État de situation concernant l'implantation de panneaux solaires dans les établissements de la Sépaq. Dépenses engagées en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Pour cette question, veuillez-vous référer à la Société des établissements de plein air du Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 49
3^e GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation, par région et par mesure, des dépenses engagées pour le Plan d'action de développement durable. Prévisions des dépenses pour 2023-2024, ventilées par région et par mesure.

Veillez vous référer à la réponse à la question 100 de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 50
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer, en matière de gestion faunique, la liste des travaux de recherche et de suivi d'espèces qui ont été interrompus ou abandonnés en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Ventilation par région administrative.

Veillez-vous référer à la réponse à votre question 39.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 51
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Évolution du nombre de biologistes au MFFP depuis les cinq dernières années.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question 54 du deuxième groupe d'opposition –
Section Faune.

Évolution chiffrée en pourcentage et nombre de têtes que comprennent les troupeaux de caribous migrateurs et forestiers pour les trois dernières années.

Troupeau de caribous migrateurs de la rivière George

Le dernier inventaire a eu lieu en juillet 2022 et la taille de ce troupeau a été estimée à 7200 caribous avec un intervalle de confiance de ± 432 individus.

Troupeau de caribous migrateurs de la rivière aux Feuilles

En 2021, la taille de ce troupeau a été estimée à 180 000 caribous. En date du 28 février 2023, il n'y a pas de nouvelle estimation de disponible.

Caribous forestiers

Les données ne sont pas disponibles au niveau de précision demandée pour toutes les populations de caribous forestiers.

Population	Nombre de caribous en captivité.
	2022-2023
Val-d'Or	9
Charlevoix	20

À l'hiver 2020, 7 caribous de la population de Val-d'Or ont été déplacés dans un enclos sans prédateur afin de les soustraire temporairement de la prédation. Ses effectifs se situent maintenant à 9 caribous.

À l'hiver 2022, 16 caribous de la population de Charlevoix ont été déplacés dans un enclos sans prédateur. Ses effectifs sont maintenant de 20 caribous.

Le gouvernement a confirmé, au budget 2019-2020, un montant de 61,5 M\$ sur quatre ans destiné à protéger les populations de caribous forestiers et leurs habitats. De ce montant, 28 M\$ étaient prévus afin de poursuivre les travaux de suivi des populations et de mettre en place des mesures de gestion.

**QUESTION PARTICULIÈRE N° 53
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Liste des projets financés par le Programme Faune, destination Nord; ventilation par projet et montants décaissés pour chacun.

Le programme Faune destination Nord s'est terminé en 2019-2020.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°54
3^E GROUPE D'OPPOSITION**

Liste des projets financés par le Programme Relève et mise en valeur de la faune en 2022-2023; projections pour 2023-2024.

Pour cette réponse, veuillez-vous référer à la question particulière n° 156 de l'opposition officielle.

Projets déposés et sommes décaissées dans le cadre de la Stratégie visant la vitalité et la mise en valeur du patrimoine nordique pour 2022-2024; projections pour 2023-2024

Pour la saison d'opération 2022 :

La Fédération des pourvoiries du Québec a effectué l'inventaire d'un site de camps mobiles et a procédé à des travaux de démantèlement et de remise en état sur 17 sites. Le montant total de ces travaux est de 2,0 M\$ (incluant les sommes utilisées pour l'administration de sa subvention et sa participation aux structures de mise en œuvre de la Stratégie).

La Nation Naskapie a procédé à des travaux de démantèlement sur 10 sites de camps mobiles, pour un montant total de 1,7 M\$ (incluant l'administration de sa subvention et sa participation aux structures de mise en œuvre de la Stratégie).

La Société Makivik a procédé à des travaux de démantèlement et de remise en état sur 5 sites de camps mobiles, pour un montant total de 0,6 M\$ (incluant l'administration de sa subvention et sa participation aux structures de mise en œuvre de la Stratégie).

Au total, lors de la saison d'opération 2022, 1 site a été inventorié et 32 sites ont fait l'objet de travaux de démantèlement et de remise en état.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 56
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune

QUESTION PARTICULIÈRE N°57
3e GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacune des huit dernières années, indiquer le nombre d'agents de la faune diplômés.

	2022-2023*
Nombre d'agents de protection de la faune diplômés	11

* En raison de la pandémie, la 40e cohorte a été limitée à 12 aspirants qui ont gradué en juin 2022.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 58
3^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacune des huit dernières années, indiquer la part de bois récolté sur les terres publiques et privées, par scierie, par région et par volume.

Cette question relève du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.